

ARL
227

**ASSOCIATION FRANÇAISE DES HISTORIENS DES IDÉES
POLITIQUES**

**Collection d'Histoire des Idées Politiques
dirigée par Michel GANZIN**

Comité d'organisation : Centre G. CHEVRIER — C.E.R.P.O.

Comité de rédaction : C.E.R.H.I.P.
(Centre d'Études et de Recherches d'Histoire des Idées Politiques)

**L'IDÉE D'ESPAGNE AU XVIIIÈ SIÈCLE :
L'AVÈNEMENT DE LA NATION**

Par

Javier FERNANDEZ SEBASTIAN
Universidad del País Vasco - (Bilbao. España)

Extrait de :

**NATION ET RÉPUBLIQUE
LES ÉLÉMENTS D'UN DÉBAT**

Actes du X^e colloque de Dijon (6 - 7 avril 1994)

**PRESSES UNIVERSITAIRES D'AIX-MARSEILLE
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE**

- 1995 -

M- 10943
F. 242

ARL
227

L'IDÉE D'ESPAGNE AU XVIIIÈME SIÈCLE : L'AVÈNEMENT DE LA NATION

Par

Javier FERNANDEZ SEBASTIAN
Universidad del País Vasco (Bilbao - España)

En 1758 l'historien éclairé A. Burriel rédige un rapport adressé au Conseil de Castille qui exprime l'urgence pour l'Espagne à se constituer en "un Corps de Nation stable et ferme", sur la base de l'uniformisation définitive des poids et mesures, ainsi que sur l'établissement de "l'unité de religion, de langue, de monnaie, des coutumes et de gouvernement" (1). Le même document, écrit par un fervent défenseur de la juridiction royale face à toutes sortes d'intérêts particuliers -aristocratiques, coutumiers, corporatifs ou ecclésiastiques-, souligne les risques de la division et constate la facilité avec laquelle se sont séparées de la Couronne "toutes ces Provinces qui pendant si longtemps en furent les membres seulement groupés et non confondus avec elle pour avoir négligé d'avancer lentement vers cette uniformité".

Presque au même moment, un groupe de procureurs des villes de Saragosse, Barcelone, Valence et Palma de Majorque, présents aux *Cortes* (états généraux) de 1760, demandent publiquement au roi la restauration des anciens *fueros* des royaumes de la Couronne d'Aragon (supprimés au début du siècle par Philippe V, à l'issue de sa victoire à la guerre de Succession). Les députés du Levant demandent également l'égalité des chances des Aragonais, Catalans, Valenciens et Majorquins avec les natifs des royaumes de Castille devant l'accès aux charges politiques. Dans le cahier de doléances il est suggéré au roi que l'uniformité des lois ne garantit pas un bon gouvernement ; au contraire, qu'il conviendrait plutôt d'adapter les normes "aux différents climats des provinces et caractères de ses habitants" (2).

(1) *Informe de la imperial ciudad de Toledo al Real y Supremo Consejo de Castilla sobre igualación de pesos y medidas en todos los reynos y señorios de Su Magestad, según las leyes*, Tolède, 1758 ; B. Clavero, "«Leyes de la China» orígenes y ficciones de una historia del Derecho español", *Anuario de Historia del Derecho Español*, 1982, p.193-221 (et, du même auteur, "Revolución científica y servidumbre histórica en los orígenes de la cuestión foral" dans *El código y el fuero. De la cuestión regional en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1982, p. 43-47). Il serait aisé de trouver d'autres témoignages partageant l'opinion du Jésuite Burriel ; citons, par exemple, les *Apuntes sobre el bien y el mal de España* (1759), de l'abbé Gandara, qui se prononce de même pour la nécessité de l'unification de la monnaie, de la loi, du système général des poids et mesures, de la langue et de la religion.

(2) E. Moreu-Rey, *El "Memorial de Greuges" del 1760*, Barcelone, 1968.

A première vue, nous nous trouvons devant deux positions inconciliables qui sont le reflet d'un problème chronique : le choc entre deux façons d'organiser le pouvoir politique - centralisme / autonomisme- qui correspondent à deux manières différentes de comprendre la réalité historique de l'Espagne. Dans le premier cas on demande d'avancer résolument jusqu'à l'obtention d'une entité nationale homogène et unitaire ; dans le second, on souligne les différences internes et le pays est conçu comme un ensemble de communautés politiquement différenciées. Voilà bientôt cent ans que l'hispaniste français G. Desdevises du Désert voyait dans cet antagonisme entre les provinces castillanes et celles des *fueros* -cette appellation désignant, outre les territoires de la Couronne d'Aragon, les provinces dites vascongades (la Biscaye, l'Alava et la Guipouscoa) et l'ancien royaume de Navarre- le trait dominant de l'histoire politique d'Espagne (3). Il me semble qu'aujourd'hui, à la lumière de l'historiographie la plus récente, il existe d'importantes raisons pour nuancer une telle affirmation et, sans nier en rien son importance, pour réduire, dans l'histoire espagnole, le facteur des *fueros* à des dimensions plus modestes. Un grand connaisseur de l'histoire de la Catalogne à cette époque-là, affirmait récemment que ce serait une grave erreur que de considérer l'histoire politique de la principauté dominée par une rivalité incessante entre la société catalane et la dynastie bourbonnienne "et plus grave encore par la rivalité entre la Catalogne et la Castille" (4).

Pour le moment il ne faut pas donner à ces documents -qui sont peut-être le reflet des deux positions extrêmes- plus d'importance qu'ils n'en ont : nous aurions tort d'y voir la clé des relations politiques entre le centre et la périphérie au XVIII^e siècle. Si je les ai choisis pour commencer mon intervention, c'est précisément pour souligner en introduction que, même dans les positions antagoniques, il existe plus de points de contact que ce que l'on pourrait croire au premier abord. Non sans raison ces deux sensibilités, pour éloignées qu'elles soient l'une de l'autre, partagent en substance une culture juridico-politique particulièrement péninsulaire : je fais référence à la tradition hispanique de la "monarchie fédérative", qui justement semble être mise en question dans le texte de Burriel. Nous savons, cependant, que cet érudit était aussi un fervent chercheur des vieux codes qui devaient recomposer, face au droit romain, le dénommé *derecho patrio* (*droit de la patrie*) ; et cet ancien droit *espagnol* comprenait, selon le propre Burriel, en plus des lois castillanes, les lois catalanes, aragonaises, etc. (5). Par ailleurs, contrairement à ce que l'on pouvait espérer de la projection inconsciente d'une problématique historique postérieure, l'auteur du rapport ne rejette pas le maintien de certaines prérogatives territoriales (la Navarre et chacune des provinces vascongades continuaient à s'administrer par leur

(3) G. Desdevises du Désert, *L'Espagne de l'Ancien Régime*, Paris, 1897 (je cite l'édition espagnole *La España del Antiguo Régimen*, Madrid, Fue, 1989, p. 10). On comprend mieux l'assertion de Desdevises du Désert si l'on tient compte de son moment d'écriture, période d'essor des régionalismes. Comme l'observe très justement cet auteur, le mot *Fuero* (ou, plus souvent, le pluriel *Fueros*) ne se réfère pas à un code de lois écrites, mais désigne plutôt un terme agglutinant et symbolique qui, par son imprécision même, est capable d'inclure toutes les revendications, droits, "libertés" et aspirations que les *fueros* attribuent à leurs territoires respectifs (cit., p. 14).

(4) C. Martínez Shaw, "La Cataluña del siglo XVIII. Bajo el signo de la expansión", dans *España en el siglo XVIII. Homenaje a Pierre Vilar*, Barcelone, Crítica, 1985, p. 108-109.

(5) Clavero, "Leyes de la China...", art. cit., p. 203-204.

propre régime de *fueros*), mais, plaidant toujours pour "le partage équitable des charges et des profits" entre toutes les régions du royaume, il ne manque pas de manifester nettement son respect pour les inégalités "justes" (6). Ainsi donc, les réflexions sur la nécessité d'une plus grande cohésion entre les Espagnols doivent partir obligatoirement d'une longue expérience historique et, d'une façon ou d'une autre, participent d'une philosophie juridique et politique hautement respectueuse des particularismes ; de là que, même ceux, comme Burriel, qui désiraient voir établie l'uniformité politique et légale dans l'ensemble de l'Espagne, n'osent pas poser cet objectif comme une simple décision du pouvoir souverain, mais comme l'aboutissement d'un long processus auquel on devrait arriver "lentement" (7).

Notre propos ici se limite à deux objectifs :

En premier lieu nous prétendons montrer qu'au XVIII^e -notamment dans le dernier tiers du siècle- la conscience politique espagnole, parallèlement à ce qui se passe dans d'autres pays européens, connaît un essor sans précédent. Pour cela nous parcourons rapidement quelques-uns des domaines -pensée politique et juridique, histoire, économie, langue et littérature- dans lesquels se manifeste cette prise de conscience et cette nouvelle inquiétude, en prêtant une attention particulière à la culture des élites.

En second lieu nous essaierons de montrer que, loin de se présenter comme un phénomène rectiligne et univoque, cette conscience naissante revêt différentes formes qui ne sont pas dépourvues d'ambiguïtés et de contradictions. Sans trop approfondir les implications juridiques et institutionnelles que cette réalité entraîne, nous essaierons de saisir de manière simplifiée quelque chose de la complexité de ces multiples visions idéologiques de la nation, à l'aide d'un simple répertoire de types idéaux.

Bien que le domaine qui nous intéresse soit d'abord l'histoire sociale des idées, il est nécessaire de cerner notre analyse dans un minimum de réflexion théorique sur les nationalismes en général et le nationalisme espagnol en particulier. Ainsi nous voyons-nous obligés, d'entrée, de prêter une certaine attention aux difficultés inhérentes au processus de construction nationale espagnole, à la lumière de l'histoire politique péninsulaire à l'Ere Moderne.

(6) Il faut entendre l'égalité fiscale et juridique, dit-il, "sans préjudice de l'inégalité harmonieuse de ceux qui sont à juste titre privilégiés" (*Informe de la imperial ciudad de Toledo, IV-V*).

(7) Cette grande prudence des adversaires des ordonnances relatives aux *fueros* apparaît à plusieurs reprises au cours du siècle. Ainsi, lorsque Jeronimo de Uztariz critique certains privilèges de la Biscaye et du Guipúzcoa qui se révèlent négatifs tant pour l'économie nationale que pour celle de ces provinces, il n'ose pas "conseiller de changements contre des privilèges légitimes", et considère que "il n'y a rien d'autre à faire que de faire comprendre aux provinces mêmes qu'il conviendrait pour elles et pour le commerce général d'Espagne" de procéder à de telles réformes (*Theórica y Práctica de Comercio y Marina*, Madrid, 1724, chap. LXXXIX). A la fin du siècle, dans le même esprit, J. A. Llorente prétendra persuader les Basques de la véritable nature de leurs privilèges, ("faire revenir les natifs de leur erreur" sur l'origine de leurs *fueros*), en consonance avec le Secrétaire d'Etat, Godoy, qui se propose de "préparer les esprits" avant d'entreprendre toute action fiscale ou politico-administrative qui pourrait toucher le gouvernement provincial des territoires des *fueros* (à ce sujet voir l'excellent ouvrage de J. M^o Portillo Valdes, *Monarquía y gobierno provincial. Poder y constitución en las provincias vascas (1760-1808)*, Madrid, CEC, 1991, p. 183 et sv., qui comprend bien d'autres réflexions intéressantes sur notre sujet).

Signalons tout d'abord qu'au XVIII^e siècle une substitution conceptuelle d'une importance très particulière a lieu dans la politique espagnole : la *monarchie hispanique* comme concept politique englobant laisse place au *royaume d'Espagne*. D'une part, avec l'exclusion définitive du Portugal et la réduction des possessions italiennes de la Couronne d'Aragon, le corps politique d'Espagne se voit réduit à ses limites actuelles, de plus en plus centré sur le territoire péninsulaire. D'autre part, à la faveur d'une période prolongée de prospérité économique et de stabilité, le lien entre les Espagnols change : loin de se réduire aux termes de la monarchie traditionnelle -fidélité au souverain, vassalité tout à fait compatible avec la pluralité des situations juridiques et des *fueros*- il élargit son contenu jusqu'à embrasser un ensemble de traits qui définissent la nouvelle personnalité politique unitaire. Peu à peu l'image géopolitique de l'Espagne et le pivot de sa structure politique (la *Monarchie catholique*) vont progressivement s'identifier -même terminologiquement- avec la collectivité humaine sous-jacente : la *nation espagnole*. Ce phénomène est visible dès le premier quart du XVIII^e siècle : à cette époque on assisterait, d'après Jover, à "l'avènement d'une nouvelle patrie ; c'est-à-dire d'un nouveau terme lié au contexte historique, social et affectif, destiné, à son tour, à définir la signification "nationale" de chaque sujet (ou de chaque ensemble social géographiquement défini) de ceux qui font partie de cette nouvelle entité *politique* appelé Espagne" (8). Mais ce sera dans le dernier tiers du siècle, notamment sous le règne de Charles III, que les symptômes du mûrissement de cette idée de nation politique sont innombrables, ce qui peut être considéré comme le point d'arrivée d'un processus de très longue durée, ou dit autrement avec les mots à l'emporte-pièce de Richard Herr, "l'Espagne arrivait [entre 1770 et 1790] à la fin d'un processus d'unification nationale qui avait duré un millénaire" (9). Plusieurs années auparavant Domínguez Ortiz avait écrit : "Plus petite que l'Empire, plus grande que la Castille, l'Espagne, la création la plus remarquable de notre XVIII^e, sort d'un état nébuleux et prend des formes solides et tangibles (...). Avant la guerre d'Indépendance, l'idéal plastique et l'image symbolique de la nation telle que nous la connaissons aujourd'hui, étaient déjà achevés" (10). Ce n'est pas un hasard si le drapeau (11) et l'hymne nationaux, encore en vigueur de nos jours après quelques vicissitudes et légères modifications, remontent à cette époque.

Depuis l'union dynastique des couronnes d'Aragon et de Castille avec les Rois Catholiques dans la deuxième moitié du XV^e siècle, la monarchie d'Espagne avait maintenu une structure fédérative, "d'agrégation", qui n'a pas donné lieu à une véritable intégration. Le *débordement planétaire* de

(8) J.M^a Jover Zamora, Prologue à *l'Era isabelina y el sexenio democrático (1834-1874)*, tome XXXIV de *l'Historia de España* de R. Menéndez Pidal, Madrid, Espasa-Calpe, 1981, p. LIX.

(9) R. Herr, *España y la revolución del siglo XVIII*, Madrid, Aguilar, 1964, p. 365.

(10) A. Domínguez Ortiz, *La sociedad española en el siglo XVIII*, Madrid, 1955, p. 40-41 et 43. Dans le même sens, P. Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, NLB, 1974 ; Version en espagnol *El Estado absolutista*, Madrid, Siglo XXI, 1987, 8^e éd., p. 79.

(11) Le "drapeau national" [*sic*] -composé de trois bandes horizontales, la bande du milieu (jaune) étant deux fois plus large que les deux bandes latérales (rouges)-, fut donné en 1785 par le roi Charles III à la Marine de guerre, qui lui en avait fait la demande pour remplacer les différentes enseignes particulières. Bien que les forces armées répondent encore à la mentalité d'une armée dynastique, ce changement -dans l'enseigne nationale, en aucune façon n'apparaît, sur désir exprès du roi, la couleur de la dynastie bourbonnienne- est un indice de leur tendance à devenir une armée nationale.

l'Espagne impériale -l'expression est de Díez del Corral- a eu par ailleurs des conséquences très négatives pour le mûrissement national : l'interventionnisme ininterrompu en Europe et l'aventure de la découverte, conquête et colonisation de l'Amérique (qui fit du Nouveau Monde le pivot de la Monarchie hispanique (12)) contribuèrent, de façon décisive, à retarder et ralentir l'avènement de l'idée unitaire de nation espagnole. La politique des Habsbourg, trop tournée vers l'extérieur, négligea la tâche de nationalisation intérieure, de telle manière qu'à la longue la fusion institutionnelle, juridique et culturelle des divers royaumes péninsulaires ne s'est pas entièrement développée. Or, contrairement à ce que le discours idéologique des autonomistes prétend nous faire croire, si on compare le cas espagnol avec ce qui s'est passé en France et dans d'autres pays, il faut nécessairement chercher les causes, éloignées, de l'imparfaite cohésion interne du pays et, corrélativement, de la force inusitée des sous-nationalismes et régionalismes dans l'Espagne contemporaine, bien davantage dans le respect exquis (impuissance ?) du pouvoir royal envers les pouvoirs intermédiaires périphériques pendant l'Ere Moderne que dans les excès d'une pression sois-disant écrasante du pouvoir central sur les royaumes et provinces composant la Monarchie (13).

Succinctement, nous croyons que les promoteurs du nationalisme espagnol naissant construisent peu à peu leur *communauté imaginée* (14) de référence (*l'Espagne-nation*) à partir, naturellement, de certains traits culturels partagés, mais plus spécialement sur la réalité tangible d'une unité politique qui, avec les insuffisances mentionnées, date de la fin du XVe ; ce qui, en d'autres mots, signifie que (sans tenir compte ni des racines historiques les plus éloignées, préalables à l'union dynastique de l'Aragon et de la Castille, ni du sentiment préalable de communauté qui lui servent de base (15)) le groupe humain espagnol avait déjà au XVIIIe une expérience historique commune suffisamment épanouie pour qu'ait pu naître lentement et

(12) "Les Indes et l'Espagne sont deux puissances sous un même maître ; mais les Indes sont le principal, l'Espagne n'est que l'accessoire" (Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, XXI, 23, dans *Oeuvres Complètes*, La Pléiade, II, p. 648).

(13) L. Díez del Corral, *El pensamiento político europeo y la monarquía de España. De Maquiavelo a Humboldt*, Madrid, Alianza, 1983, p. 550. La politique de tolérance vis-à-vis de la diversité culturelle et linguistique, qui se poursuit ensuite dans l'Espagne du XIXe, a beaucoup à voir avec la faiblesse de l'Etat et les graves lacunes du système scolaire. De façon significative, les libéraux espagnols ne se sont jamais fixé d'objectif semblable au programme systématique d'"anéantissement des patois" engagé par l'abbé Grégoire en France sous la Révolution (M. de Certeau, D. Julia, J. Revel, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Paris, Gallimard, 1975). L'école nationale, lieu stratégique où se livre la bataille culturelle entre l'Etat et la culture moderne contre les notables et ecclésiastiques qui contrôlent les pouvoirs locaux principaux bastions des valeurs, croyances et modes de vie prémodernes- s'est implantée en Espagne de façon tardive et imparfaite, récoltant de maigres résultats (J. Corcuera, "Nacionalismos y clases en la España de la Restauración", *Estudios de Historia Social*, n° 28-29, 1984, p. 268-269).

(14) Nous employons ici l'expression de B. Anderson, *Imagined Communities Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso Editions & New Left Review, 1983. H. Kohn a défini le nationalisme comme un "état d'esprit" (*The Idea of Nationalism*, N. York, The Macmillan Company, 1944, je cite la version en espagnol : *Historia del nacionalismo*, México, FCE, 1949, p. 23).

(15) Sur l'idée médiévale d'Espagne voir J.A. Maravall, *El concepto de España en la Edad Media*, Madrid, CEC, 1981, 3e éd. Voir également, pour une période ultérieure, J. Juaristi, *Vestigios de Babel. Para una arqueología de los nacionalismos españoles*, Madrid, Siglo XXI, 1992.

progressivement cette forme spécifique de solidarité abstraite que nous qualifions de *national* (16). Pour l'essentiel je partage donc l'avis du théoricien du nationalisme Andrés de Blas quand il affirme que la naissance historique du concept de *nation* dans la vie européenne constitue le plus souvent un expédient idéologique pour regrouper et intégrer les populations à l'intérieur des frontières politiques, assurant ainsi un fonctionnement plus efficace de l'appareil étatique (ou proto-étatique) naissant (17). Les principales formations proto-étatiques de l'Occident ont doté leur population respective d'une identité nationale à travers de longs et lents processus de nationalisation. Selon ce schéma, la production de solidarité et de conscience nationale est, en partie, délibérée, et les Etats seraient précisément les grands créateurs des nations, le cas inverse étant très rare (18). L'étativité, en somme, précède la nationalité.

Au XVII^e siècle, pourtant, comme cela transparait clairement dans la terminologie, *monarchie* et *nation* sont deux concepts très différents, à peine en relation et qu'on ne saurait jamais superposer. La *monarchie* est une notion politique classique de vieille date qui, dans son sens le plus simple et le plus immédiat, fait référence à un régime de gouvernement au sommet duquel se trouve une seule personne. Cette institution a constitué, depuis ses origines médiévales, l'embryon de l'immense majorité des Etats européens modernes. Du point de vue du territoire, la monarchie, qui normalement s'est formée par un long et complexe processus historique et jouit d'une certaine extension, articule autour du monarque une série d'institutions de gouvernement des territoires plus petits dont elle se compose. Ces institutions, pour grande que soit leur hétérogénéité, sont liées à l'image symbolique du souverain et doivent se montrer fidèles à la dynastie en place ; il s'agit, en somme, d'une réalité juridico-publique complexe et plurielle de type patrimonial. Le terme *nation*, en revanche, fait référence à une réalité extrapolitique et se caractérise par son imprécision descriptive ; il s'agit d'un terme qu'aujourd'hui nous qualifierions d'ethnographique ou de géographico-humain, qui normalement caractérisait moins les grandes monarchies (en l'occurrence l'ensemble espagnol) que les anciens royaumes et provinces ou bien les unités linguistiques plus petites (19). Dans la terminologie des

(16) Le protonationalisme latent d'une grande partie de la littérature politique du XVII^e siècle espagnol (y compris les *arbitristas*) apparaît à plusieurs reprises dans de nombreuses expressions qui avec orgueil et/ou à regret- considèrent l'Espagne comme sujet communautaire auquel on appartient ("nous, les Espagnols"), et, à la fois, comme objet précieux que l'on possède ("notre Espagne").

(17) A. de Blas Guerrero, *Nacionalismo e ideologias políticas contemporáneas*, Madrid, Espasa-Calpe, 1984, chap.II, p. 27 et sv. A la suite des conclusions d'un secteur de la plus récente historiographie juridico-institutionnelle de l'Age Moderne (B. Clavero, A. M. Hespanha, etc.) toutes sortes de prudenances s'imposent sur l'emploi du terme *Etat* pour faire référence aux institutions qui détiennent le pouvoir politique avant le XIX^e siècle.

(18) Cette affirmation générique serait également valable dans le cas des mouvements nationalistes qui remettent en cause les Etats constitués, dans la mesure où de tels groupes antiétatiques (intégrateurs ou désagrégateurs) agissent réactivement, en essayant d'articuler une fraction sociale mécontente qui s'oppose au *statu quo*. C'est pourquoi, on peut, d'une manière sensée, mettre en doute la possibilité qu'historiquement -métaphores mises à part- une nation ait pu construire un Etat *ex nihilo*. Défendre le contraire supposerait convertir les nations en agents historiques intentionnels, ce qui implique d'accepter que les nations ont une existence objective ("naturelle" ?), préalable à la définition de leurs propagandistes et champions, opinion que je ne partage pas.

(19) J. M^a Jover "Sur les concepts de monarchie et nation dans la pensée politique espagnole

nationalismes culturels actuels, le cadre des monarchies était, pourrait-on dire, presque toujours "plurinational". Ainsi donc, la nouveauté au XVIII^e se trouve dans le fait que le nouvel imaginaire de la *nation espagnole* va engendrer une union symbolique beaucoup plus étroite entre la société politico-territoriale et sa communauté humaine correspondante (ce qui se traduit immédiatement par une augmentation de la légitimation du pouvoir du monarque, même si à moyen terme cette même conscience deviendra une formidable menace pour l'autorité des rois). Sous l'influence d'un esprit éclairé qui, malgré les hésitations, contradictions et difficultés que nous verrons plus loin, est en principe enclin à suivre les simples impératifs de la raison face aux préceptes et contraintes du passé, des secteurs de plus en plus nombreux d'élites acceptent de bon gré un certain engagement qui -sur le principe d'élimination des barrières séculaires séparant les Espagnols- fasse progresser l'unité de la société autour du nouvel idéal national. L'Espagne en tant qu'ensemble intégré occupera une place importante dans l'imaginaire politique d'un secteur croissant de gens de l'époque ; il semble que, vues en perspective, les différentes pièces de la mosaïque péninsulaire vont s'assemblant de sorte que leurs arêtes s'adoucissent et que lentement, très lentement, quelques-unes des fissures séculaires commencent à se souder.

Les premiers défenseurs de ce nationalisme naissant sont des gens de lettres et des gens de toge, des clercs, des érudits, des militaires, des gens de professions libérales et des écrivains ; des personnages de l'*intelligentsia* aux origines géographiques très variées, comme Cadalso (Andalou d'origine biscaïenne), Forner (d'Estrémadure, d'origine valencienne), Capmany (Catalan de Barcelone, établi à Madrid), Menéndez Valdés (d'Estrémadure), Masdéu et Lampillas (Jésuites catalans bannis, résidents en Italie), Quintana (Madrilène), Zamácola (Biscaïen) et un long *et caetera*. Plusieurs d'entre eux réagiront, blessés dans leur amour propre national, contre les critiques dont fait l'objet la culture espagnole en France et en Italie. La vision extérieure que le monde européen au XVIII^e siècle a d'une identité nationale espagnole, nettement différenciée quelquefois du reste du continent (20), offre peu de doutes (21).

Mais la polémique née d'un article de Masson de Morvilliers dans l'*Encyclopédie méthodique* du libraire Panckouke, qui posait insidieusement la question "*Que doit-on à l'Espagne ?*", mit les *ilustrados* espagnols dans

du XVII^e siècle" dans *Cuadernos de Historia de España*, Buenos Aires, XIII, 1950, p. 101-150. Un recueil d'intéressants travaux d'histoire politique, centrés sur la Monarchie espagnole durant l'Age Moderne, avec des points de vue et des perspectives rénovateurs : P. Fernández Albaladejo, *Fragments de Monarquía*, Madrid, Alianza, 1992.

(20) Les allusions à l'Espagne de la part des philosophes et éminents auteurs du siècle des Lumières -Montesquieu, Voltaire, Hume, etc.- ne sont pas du tout, comme chacun sait, flatteuses, dans la mesure où ceux-ci considéraient que ce pays ibérique incarnait bien des idées et préjugés qu'eux combattaient.

(21) Comme simple indication, nous signalons que, dans une analyse quantitative de la présence des mots "Espagne/Espagnol", faite à partir d'un corpus réunissant tous les titres des romans français dans la période 1600-1800, ces termes apparaissent de manière très fréquente par rapport aux autres termes géopolitiques désignant les autres groupes nationaux européens (dans le nombre global par pays, seules la France et l'Angleterre en comptent un nombre supérieur ; l'Italie, la Grèce, l'Allemagne, etc. sont loin derrière), et par ailleurs, on observe une nette augmentation de ces termes au cours du XVIII^e siècle (R. L. Frautschi, "The emerging notion of nationalism in French prose fiction of the Enlightenment", *History of European Ideas*, vol. 17, n° 6, 1993, p. 766).

une position inconfortable (22). Devant le besoin d'asseoir leur amour de la patrie avec des principes complètement différents de ceux que les apologistes conservateurs soutenaient, ils se virent obligés de définir un patriotisme d'un genre nouveau qui vint agrandir le spectre des conceptions de la nation. Sous l'effet de la sensibilité nationale offensée, les réponses contre Masson prirent en général un ton exalté et patriotard. Toutefois, de pareilles montres de narcissisme collectif ne resteront pas sans réponse en Espagne même. Les flèches satiriques que lancent contre l'apologiste Forner (23) les publicistes comme Arroyal ou Cañuelo -ce dernier dans les pages de *El Censor* (24)- montrent que la dénonciation des maux et faiblesses dont souffre la nation est, pour un groupe d'intellectuels critiques, très utile et nécessaire pour "extirper les erreurs"; la façon la plus constructive, en somme, d'exprimer leur préoccupation sincère pour l'avenir de l'Espagne. C'est, dirons-nous, la position réformiste et par conséquent *patriotique* face au simple nationalisme. Comme écrivait il y a quelque temps Mayans (l'intellectuel espagnol de son époque le plus attaché à la République des lettres) : "A quoi cela sert-il de crier *l'Espagne, l'Espagne*, si on ne se soucie pas de la découverte des maux publics et de leur remède ?" (25).

Cependant, il est évident que même Forner a une façon différente de revendiquer l'Espagne que celle de Quevedo ou d'autres illustres apologistes qui, à la Renaissance et au Siècle d'Or, avaient pris la défense de la supériorité hispanique face aux puissances étrangères (26). L'Espagne que défend Forner ce n'est pas simplement la terre glorieuse de ses ancêtres, ni la monarchie catholique entourée de puissances hostiles, mais la *nation espagnole*, sujet historico-collectif et communauté qui se projette vers le futur (On est passé, affirmerait Ortega, de la notion de *patrie*, terre des ancêtres, à celle de *nation*, lieu qu'hériteront les fils) (27). La nation en tant que "société civile indépendante de tout empire ou domination étrangère" présuppose un Etat ou une République entendue comme "la congrégation de toutes les personnes qui vivent sujettes à un même souverain"; ces deux définitions

(22) Sur cette polémique, la bibliographie est abondante. Un bref récit dans R. Herr, op. cit., p. 182-190. Les textes fondamentaux ont été réunis par Ernesto et Enrique García Camarero dans *La polémica de la ciencia española*, Madrid, Alianza, 1970, p. 47-147.

(23) Le texte de Forner, qui parut à Madrid en 1787, avait pour titre *Oración apologética por la España y su mérito literario*, et peut être considéré comme une attaque globale contre l'esprit philosophique. Auparavant, les apologues d'Antonio Cabanilles et de l'Italien Carlo Denina avaient été publiés en français (Discours lu devant l'Académie de Berlin en 1786), et seront suivies par d'autres textes (dont beaucoup furent publiés dans la presse périodique) qui poursuivirent longtemps la polémique.

(24) Voir, par exemple, le Discours CXIII (auquel Forner contreripostera) et CLXV. Le Discours CLX, de 5-VII-1787, p. 549-563, est un ferme plaidoyer contre le patriotisme mal compris et mesquin qui n'hésite pas à sacrifier un bien plus grand au bénéfice de la propre nation. *El Censor* soutient que "nous devons faire passer le bien général de notre peuple devant le bien particulier de notre famille, le bien de toute notre nation devant celui de notre peuple, et le bien de tout l'Univers ou d'une grande partie de celui-ci devant le bien de notre nation" (*ibid.*, p. 552). La formule coïncide avec le célèbre *dictum* de Montesquieu (*Mes pensées*, § 10 et 11, texte qui restera encore inédit pendant plus d'un siècle, recueilli approximativement dans l'article "Cosmopolite" de l'Encyclopédie).

(25) Cit. par A. Mestre, *Despotismo e Ilustración en España*, Barcelone, Ariel, 1976, p. 134.

(26) F. Lopez, *Juan Pablo Forner et la crise de la conscience espagnole au XVIII^e siècle*, Bordeaux, Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques, 1976, p. 326 et sv.

(27) J. A. Maravall, "El sentimiento de nación en el siglo XVIII : la obra de Forner", *La Torre* ; Puerto Rico, 1967, p. 25-55, p. 28 et sv.

sont de Forner. Mais la force cohésive du pouvoir politique, bien que déterminante, ne suffit pas : pour qu'il y ait nation, il doit aussi exister le sentiment accepté librement d'identité et d'appartenance au groupe national (28). La conception fomerienne de la nation espagnole n'est pas non plus dépourvue de composantes préromantiques (la nation comme "totalité particulière" constituée par une langue, des coutumes propres, bref, par un caractère différent des autres nations).

La nation comme communauté imaginaire est à la fois une idée politique et un sentiment. Idée et sentiment qui ne se manifestent dans toute leur plénitude que lorsque leurs promoteurs, après avoir fait abstraction de certains traits communs d'un collectif humain plus ou moins vaste -traits culturels, géographiques, historiques, juridiques, politiques, économiques, religieux ou de toutes autres sortes-, forment avec eux le lien national et réclament avec succès, pour ce lien abstrait, la loyauté politique suprême. La nation espagnole va donc acquérir au XVIIIe, à bien des égards, un haut degré de définition, obtenant ainsi un niveau de reconnaissance sociale jusqu'alors inconnu.

L'intérêt pour l'histoire nationale est très perceptible, non seulement dans les oeuvres proprement historiographiques, mais aussi dans la popularité qu'ont connue, dans la seconde moitié du siècle, les pièces dramatiques centrées sur le moyen âge espagnol. Lorsque Cadalso (29) et Jovellanos (30) (comme plus tard Capmany (31), Quintana, Arriaza et d'autres) exhortent à louer les héros espagnols du passé comme des exemples de vertu que la jeunesse devrait suivre, ce qu'ils proposent dans le fond, c'est un projet d'éducation civique visant à former une conscience nationale. Parallèlement, la critique documentaire et l'épuration des sources gagnent du terrain : les érudits -tout particulièrement Mayans, sur les pas de Nicolás Antonio- nettoieront l'historiographie nationale de fables, légendes et supercheries soi-disant "historiques" (la venue de l'apôtre Saint-Jacques sur la Péninsule, l'apparition de la Vierge del Pilar à Saragosse, etc.) (32). D'autre part, les réformistes chercheront dans le passé national les raisons invétérées des maux sociaux, insistant sur le fait que l'étude de l'histoire doit être abordée d'un nouveau point de vue. Cette inquiétude est partagée, chacun à sa manière, par Jovellanos, Forner, Masdeu, Gándara, Lampillas, Arroyal, etc. L'Asturien se plaint en 1780 qu'à l'heure actuelle, malgré la prolifération de toutes sortes de chroniques de guerres, pestes et désolations, "la nation est dépourvue d'une histoire" méritant ce nom, d'une véritable "histoire civile qui explique l'origine, les progrès et les changements de notre constitution, de notre échelle politique et civile, de notre législation, de nos coutumes,

(28) Maravall, art. cit., p. 35. Les citations sont extraites, respectivement, du *Discurso sobre la Historia de España* et du *Plan para unas Instituciones de Derecho Español*, tous deux de Forner.

(29) J. Cadalso, *Cartas marruecas* (1789), XVI et LXX (nous citons l'édition de Dupuis-Glennin, Londres, Tamesis Books Ltd., 1966).

(30) "Jovino a sus amigos de Salamanca", en G. M. de Jovellanos, *Obras*, BAE, XLVI, Madrid, 1951, p. 38.

(31) A. de Capmany, *Centinela contra franceses* (Madrid, 1808), p. 117; nous citons pour la magnifique édition de Françoise Etievre, Londres, Tamesis Books Limited, 1988.

(32) Cadalso lui-même consacre une de ses *Cartas marruecas* (la numéro LIX) à critiquer l'histoire légendaire.

nos gloires et nos infortunes" (33). L'année suivante Masdéu commençait à publier en Italie une *Storia critica di Spagna e della cultura spagnola* où, dans le Discours Préliminaire, il hissait la nation espagnole à la catégorie de protagoniste presque inaltérable d'une histoire qui, depuis les temps les plus reculés, et malgré les nombreuses "nations" qui l'envahirent, aurait conservé pour l'essentiel "le caractère national de la complexion ibère" (34).

L'étude de l'histoire est reliée, dans l'oeuvre de Jovellanos, Arroyal et autres auteurs, au problème de la constitution historique (35), que reprendra Martínez Marina trente ans plus tard lors de la délicate conjoncture de 1808. L'acharnement à récupérer un *derecho patrio* (droit de la patrie) (défini en partie par opposition au poids de la culture juridique romaniste), base de la constitution espagnole particulière, caractérise un secteur de juristes espagnols de l'époque. L'abbé Burriel prétendait trouver "le *Fuero* des lois fondamentales de la Couronne de Castille" dans certains "corps légaux nationaux" que, issus du moyen âge, il s'efforçait de faire renaître (36). Comme l'a montré B. Clavero, la seconde moitié du XVIIIe est le moment décisif pour la naissance d'une *histoire du droit espagnol* qui réponde exactement à ce nom (37). Dans la lignée qui préfigure l'argumentation de l'Ecole historique du droit allemande, Prudencio Hechavarría identifie "nos codes" espagnols aux vieilles coutumes par lesquelles gouvernaient nos ancêtres et les considère comme une véritable incarnation juridique du "génie national" (38). Ce droit *patrio*, vu sous son aspect historique et compilateur, tout en soulignant la particularité espagnole, ne manque pas de reconnaître les autres particularités régionales dont celle-là se nourrit. A part quelques rares exceptions -Olavide, Clavijo y Fajardo, Meléndez Valdés, Alonso de Acevedo, Forner...-, qui obéissent par ailleurs à des énoncés franchement modérés, la plupart de nos experts en droit n'adoptent pas cette vision scientifique, constituante, méthodique, rationaliste, et véritablement

(33) G.M. de Jovellanos, *Discurso leído por el autor en su recepción a la Real Academia de la Historia, sobre la necesidad de unir el estudio de la legislación al de nuestra historia y antigüedades*, dans *Obras*, BAE, XLVI, 1951, I, p. 341.

(34) Nous citons la traduction espagnole par l'auteur lui-même : J. F. de Masdeu, *Historia critica de España y de la cultura española*, Madrid, Sancha, 1783-1805, I, p. 54-55. Sur le rôle de Masdéu dans l'avènement d'une histoire nationale au genre nouveau, voir le travail de D. Catalan, "España en su historiografía : de objeto a sujeto de la historia", Essai introductif à *Los españoles en la historia*, de R. Menéndez Pidal, Madrid, Espasa-Calpe, 1982, p. 49-55. Miguel Antonio de la Gándara pensait de manière semblable quand, dans le *Prólogo a la Nación Española* de ses *Apuntes sobre el bien y el mal de España* (1759), il préconise d'enflammer l'esprit de "zèle national" sur l'exemple des anciens, puisque que "nous [c'est-à-dire les Espagnols du milieu du XVIIIe] nous sommes faits des mêmes os, chair et sang que nos illustres progéniteurs" (BN, mss. 10403, fol.3).

(35) Sur le débat constitutionnel au XVIIIe, l'ouvrage de E. Carcassonne *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIIIe siècle*, Paris, 1927 est classique. Pour l'Espagne, voir B. Clavero, "La idea de código en la Ilustración jurídica", *Historia, Instituciones, Documentos*, n° 6, 1979, p. 49-88, et P. Fernández Albaladejo, "Leon de Arroyal del "sistema de rentas" a la "buena constitucion", dans *op. cit.*, p. 468-487.

(36) *Cartas eruditas y criticas del P. Andrés Marcos Burriel*, s.l.n.a.,c. 1775. Le manuscrit d'où sont prises ces références date de 1751 (cit. par Portillo Valdés, *Monarquía y gobierno provincial*, p. 58).

(37) Les figures principales qui, à un extrême ou à un autre, jalonnent cette période 1750-1808 seraient A. M. Burriel et F. Martínez Marina (Clavero, "Leyes de la China", art. cit., p. 193-194).

(38) Prudencio Hechavarría, *Sátira contra la predilección del Derecho romano*, vs. 418-429, cit. par Clavero, *ibid.*, p. 193.

nationale de code qui caractérise les juristes éclairés d'autres latitudes, mais restent ancrés dans des conceptions prémodernes, à base coutumière et passéiste. (39). Même en pleine apogée du sentiment unitaire de nation, on ne manquera pas d'insister sur le fait qu'on doit laisser "les provinces se gouverner avec le code particulier de chacune". Puisque "chacune a sa langue propre, son génie, ses coutumes et (...) ses lois", il convient de ne pas leur appliquer les normes qui ne sont pas nées "en leur sein", réservant de la sorte les charges ("toges, bailliages et autres dignités et emplois, séculaires ou ecclésiastiques") aux "natifs de chaque province", et non à ceux qui seraient "nés sous d'autres climats et avec d'autres principes d'éducation" (40).

Il est singulier de voir que le siècle durant lequel les minorités cultivées se tournent davantage vers la France, est aussi le siècle où naît avec une force rare, chez les intellectuels espagnols, l'intérêt pour les choses d'Espagne : pour fouiller les archives et documents historiques, pour voyager et connaître le pays, sa géographie, ses richesses naturelles, ses monuments et trésors artistiques, ses coutumes... (citons Jovellanos, Ponz, Cavanilles, etc.).

Le désir de découvrir -ou redécouvrir- des valeurs oubliées s'étend aussi aux chefs d'oeuvre des lettres espagnoles du Siècle d'Or, et fait renaître d'importants textes littéraires perdus ou méconnus (entre autres, le poème de *Mío Cid*, le *Libro de Buen Amor* ou le *Diálogo de la Lengua*). En effet, la littérature aussi se nationalise. Moratín parlera constamment de *littérature nationale*. Mayans, si attaché à sa langue limousine natale, utilise le castillan comme véhicule d'expression littéraire (41) et en 1737 publie la *Vida de Cervantes* et les *Origenes de la lengua española* (42), tout en tirant de l'oubli le *Diálogo de la lengua* de Juan de Valdés. Depuis leur exil en Italie, les Jésuites bannis -notamment le Catalan Lampillas (43)- prennent la défense du passé littéraire de leur patrie contre les accusations de Bettinelli, Tiraboschi et autres auteurs italiens, qui montrent l'influence négative

(39) Clavero, "Revolución científica y servidumbre histórica", art. cit., p. 41-81 ; les exceptions citées p. 48-53.

(40) *Respuesta del clérigo José Riús a la Comisión de Cortes*, Balaguer, 4-VIII-1809, repris par Artola, *Los origenes de la España contemporánea*, Madrid, IEP, 1959, II, p. 434. Des idées semblables sont apparues en France au début de la Révolution ; Condorcet s'est vu obligé de combattre les opinions de ceux "qui continuent toujours de croire qu'il existe entre les Bretons et les Poitevins une telle différence de moeurs et de climats qu'ils doivent être gouvernés par des lois différentes" (Condorcet, "Seconde lettre d'un citoyen des Etats-Unis à un Français", dans *Oeuvres complètes*, Brunswick et Paris, 1910, vol. XII, p. 165).

(41) A. Morel-Fatio, "Un érudit espagnol au XVIII^e siècle, D. Gregorio Mayáns y Siscar", *Bulletin Hispanique*, XVII, n° 3, 1915, p. 180-181. Sur le processus de castillanisation linguistique dans le vieux royaume de Valence, voir, dans une perspective nettement nationaliste-valencianiste : J. Fuster, *Nosaltres els valencians*, Barcelone, 1962 et M. Sanchis Guarner, *Els valencians i la llengua autòctona durant els segles XVI, XVII i XVIII*, Valencia, 1963.

(42) Dans ce livre, le Valencien reconnaît ouvertement que pour "nous" la langue espagnole est la castillane, puisque c'est la langue "générale qui se parle aujourd'hui en Espagne, et que comprennent de manière commune tous les Espagnols sauf les Biscayens" (G. Mayans Y Siscar, *Obras Completas. La literatura*, éd. de A. Mestre, Ayuntamiento de Oliva/Diputacion de Valencia, 1984, II, art. 11). Mayans refusant la plausibilité que l'euskera soit l'ancienne langue de toute l'Espagne, Larramendi s'en prend à cet ouvrage sous prétexte qu'on y attaque l'excellence de la langue basque.

(43) L'oeuvre la plus remarquable de F. J. Lampillas est le *Saggio storico-apologetico della letteratura spagnuola* (Gênes, 1778-1781, 6 vols.), traduit immédiatement en castillan (Saragosse, 1782-1784).

qu'aurait exercé un tel passé sur les lettres de leur pays. Comme le souligne Paul Hazard, "Là-dessus, les Jésuites espagnols reprennent la plume : oubliant, ces bannis, le tort que leur pays leur a fait, ils défendent ardemment l'honneur national" (44).

Capmany rassemble le meilleur de la prose littéraire dans son *Teatro histórico-crítico de la elocuencia castellana* (1786), entonnant, dans ses observations préliminaires, la louange des "excellences de la langue castillane" (qu'il compare avantageusement avec le français) ; quelques années plus tard, l'érudit catalan présente son *Nuevo diccionario francés-español* comme un nouveau "témoignage [enflammé] de mon zèle national et de mon amour pour la langue patria". Comme cet auteur le reconnaît dans un autre écrit, dans ses travaux philologiques son objectif a toujours été plus politique que grammatical (45). Tout comme Forner et tant d'autres, l'Asturien Jovellanos se répand en éloges sur la "riche, majestueuse langue castillane" (46).

Dans la seconde moitié du siècle, les professionnels de l'éducation préconisent souvent que l'enseignement en "langue vulgaire" castillane remplace le latin (recommandation sur laquelle insiste avec une ardeur particulière, entre autres, le Biscaien Ibáñez de la Rentería, qui réserve pour l'espagnol l'appellation de "langue nationale", accordant au basque, en tant que "langue native" des provinces vascongades, un rôle secondaire (47). Comme l'avait observé il y a longtemps Jean Sarrailh, l'espagnol n'est pas alors mis en question comme instrument principal de l'enseignement, et véhicule de culture et communication, même dans les régions catalane et basque (48).

Néanmoins, malgré ses progrès incontestables comme langue koïnétique (49), le castillan n'obtient du pouvoir royal qu'une protection limitée : si dans la pratique il s'agissait, depuis le XVIIe, de la langue utilisée normalement à la Cour et dans la bureaucratie, en aucune manière elle n'est reconnue comme *langue officielle* : les mesures prises à son sujet se limitent à encourager son usage dans des fonctions déterminées et des activités à caractère public (50).

(44) P. Hazard, *La pensée européenne au XVIIIe siècle*, Paris, Boivin 1946, t. II, p. 246.

(45) *Centinela contra franceses*, p. 116.

(46) Jovellanos, BAE, XLVI, p. 270b.

(47) J. A. Ibáñez de la Rentería, *Discursos*, Madrid, 1790, p. 56-57. Dans les actes de la Royale Société Vascongade des Amis du Pays, on qualifie quelquefois de "langues nationales" aussi bien le castillan que le basque. Par contre, les quelques dispositions du roi Charles III sur l'usage du castillan dans les actes publics se réfèrent à cette langue par les expressions de "langue générale" et "langue native" (Brevets du roi du 2-III-1768 et 22-IX-1780).

(48) J. Sarrailh, *L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIIIe siècle*, Paris, 1954 ; édition espagnole *La España Ilustrada de la segunda mitad del siglo XVIII*, México, F.C.E., 1957, p. 402.

(49) "Etant donné qu'il y a différentes Langues Espagnoles, comme la Valencienne, la Vascongade, la Castillane et d'autres, dans l'usage courant c'est la Castillane que l'on prend pour désigner la langue espagnole" (Jorge Juan, *Observaciones astronómicas y físicas hechas de orden de Su Majestad en los Reynos del Perú, de las cuales se deduce la figura y magnitud de la Tierra y se aplica a la Navegación*, Madrid, 1748, p. 300-301, cit. par Clavero, "Revolución científica...", p. 42).

(50) F. Gonzalez Ollé, "El establecimiento del castellano como lengua oficial", *Boletín de la Real Academia de la Historia*, LVIII, 1978, p. 231-280.

Les auteurs qui, au XVIIIe, s'occupent de l'économie politique (Uztariz, Zavala, Campillo, Ward, Arriquirbar, Romà i Rossel, Campomanes, Normante, Ramos, Gándara, Jovellanos, Cabarrús, Foronda...) posent de préférence les problèmes et les solutions à l'échelle nationale-péninsulaire. Qu'ils soient mercantilistes, physiocrates, ou de n'importe quelle modalité intermédiaire, ils croient au renforcement du rôle du monarque comme garant du bien public, participent à l'élan unitaire, et en général plaident pour le développement des communications, l'unification douanière et la libre circulation des biens à l'intérieur du royaume (marché national). Au-delà des conséquences strictement économiques (augmentation de la richesse globale de la nation), ces mesures prétendent consolider un tissu de relations entre les agents économiques qui apporte l'eau des intérêts privés au moulin du bonheur public. Gándara -et il n'est pas le seul, loin de là- prescrit instamment la consommation des biens de production nationale. Cabarrús démontre la nécessité d'une *banque nationale* (1782), et ainsi de suite.

Toutefois, les groupes régionaux qui arborent des cotes de pouvoir dans les hautes sphères de l'Etat ne manquent pas de projeter un certain esprit provincial dans leur gestion, se conduisant quelquefois comme de véritables *lobbies* (51). Le réformiste Olavide montre une profonde inquiétude -quelque peu catastrophiste, croyons-nous- au sujet des excès d'un corporativisme, en partie à base territoriale, qui d'après lui affecte sérieusement le corps de la nation :

"Il me semble que l'Espagne est un corps composé de plusieurs corps plus petits, séparés et opposés entre eux, qui s'oppriment et se méprisent mutuellement et se font une continuelle guerre civile. Chaque province forme un corps à part, qui ne s'intéresse qu'à sa propre conservation, même si ce doit être au préjudice des autres. Chaque communauté religieuse, chaque collège, chaque métier se sépare du reste de la nation pour se concentrer sur lui-même... En vertu de ces raisons, on peut considérer l'Espagne d'aujourd'hui comme un corps sans vigueur ni énergie, parce que composé de membres qui ne s'unissent pas entre eux, et dont chacun se sépare des autres en leur nuisant le plus possible afin de se grandir lui-même ; comme une République monstrueuse formée d'autres plus petites, qui s'affrontent réciproquement, parce que l'intérêt de chacune d'entre elles est en contradiction avec l'intérêt général".

Ainsi, il arrive, par exemple, que "les emplois sont conférés à ceux qui sont originaires d'une province ou qui proviennent d'un collège, à l'exclusion des autres". "De là vient que chaque particulier, qui n'est gouverné que par son propre intérêt, se concentre autant que possible sur le corps auquel il appartient, et que chez tous s'allume l'esprit fanatique de parti, qui éteint l'esprit national : chacun se sent militaire, ecclésiastique, "colegial", de façon si exclusive qu'il méprise les autres, et que jamais il n'est espagnol. L'amour de la patrie s'éteint : on ne va pas au fond de l'idée de

(51) R. Olaechea, *El Conde de Aranda y el Partido Aragonés*, Saragosse, 1969 ; A. Mestre, "Un grupo valenciano en la corte de Carlos III", *Estudis*, n° 4, 1975, p. 213-230 ; J. Caro Baroja, *La hora navarra del XVIII (Personas, familias, negocios e ideas)*, Pampelune, Comunidad Foral de Navarre, 1985 (2e éd.). Les Basques eurent de même une présence très importante dans l'Administration de la Monarchie bourbonienne, tant aux niveaux intermédiaires de l'administration civile que dans la marine, la milice et les hautes fonctions du gouvernement.

Nation et chacun est aussi indifférent au bien de sa patrie qu'ardent et déterminé quand il s'agit de celui de sa profession" (52).

L'utilisation du terme *nation* était aussi peu spécifique dans l'Espagne du XVIIIe que dans la France de la même époque. Comme nous l'affirmions ci-dessus, pendant longtemps le mot n'a pas eu d'implications proprement politiques, et était utilisé de manière peu rigoureuse pour désigner "la collection des habitants d'une province, pays ou royaume" (c'est en ces termes que le mot *nation* est défini dans les éditions successives du Dictionnaire de l'Académie Royale Espagnole). L'indétermination sur l'extension territoriale des nations autorisait l'emploi tout à fait correct de ce terme pour désigner une province, quelque petite qu'elle fût. Ainsi, le Jésuite Larramendi, amoureux de son pays natal, appellera pudiquement "nationnette" la province du Guipuzcoa. De la même façon, l'Espagne, les Asturies, la Galice, Murcie, Burgos, la Biscaye ou la Catalogne pouvaient s'appeler des nations (la même situation existait de l'autre côté des Pyrénées : la Picardie, la Bretagne, La Vendée ou la Normandie étaient autant des "nations" que la France). Par conséquent en principe il n'y a pas de raisons pour déduire de l'utilisation généralisée de ce terme, comme on a anachroniquement prétendu, l'attribution, à certaines communautés appelées ainsi, d'une conscience de nationalité prématurée, susceptible de faire de celles-ci des sujets politiques collectifs qui éventuellement auraient aspiré à altérer le statut juridico-administratif où les avatars de l'histoire les avaient situées. Par ailleurs, il était tout aussi normal d'appeler *nations*, dans un sens historique/ethnographique, les peuples de l'Antiquité, les tribus des Indiens d'Amérique, ou tout autre collectif doté d'un minimum de traits différenciateurs (collectifs non nécessairement petits : l'Europe entière était appelée dans de nombreux textes "*la nation européenne*"). Il est incontestable, cependant, qu'au XVIIIe siècle, en Espagne et dans les grands Etats d'Europe occidentale, on a de plus en plus fréquemment désigné sous le mot *nation* l'ensemble des habitants d'une monarchie. Cette transformation lexicale est, dans le cas espagnol, parfaitement cohérente avec l'évolution institutionnelle. Dans la mesure où la Monarchie impériale du Baroque fait place durant le siècle des Lumières à un type de monarchie administrative beaucoup plus *péninsulaire* et moins hypothéquée par le respect de la structure juridictionnelle des royaumes médiévaux, la qualité de *sujet espagnol* prend de plus en plus d'importance par rapport à celle de fidèle vassal affecté à tel ou tel royaume des Espagnes. Tendanciellement au moins, il semble sûr que, en dépit des plaintes d'Olavide, l'origine territoriale des ressortissants soit un facteur d'identification politique en déclin, beaucoup moins important et significatif dans les dernières décennies du XVIIIe qu'il ne l'était au début du siècle.

A cette transformation générale s'ajouteront, lors du passage des Lumières au libéralisme, deux autres changements sémantiques très importants ; l'un touche la dimension sociale du terme *nation*, l'autre le composant juridico-politique. Avec le premier, la nation aura tendance à s'identifier soit avec le corps social dans son ensemble (le peuple), soit avec

(52) *Plan de Estudios* pour l'Université de Séville (1767), fols. 18-19, cit. dans M. Defourneaux, *Pablo de Olavide ou l'afrancesado (1725-1803)*, Paris, PUF, 1959, p. 84-85. Cadalso proteste aussi contre le corporativisme professionnel dans ses *Cartas marruecas*, XV.

son secteur majoritaire (le peuple, hormis les ordres privilégiés). En vertu de la seconde transformation, la nation, entendue comme le collectif humain plus ou moins homogène soumis au pouvoir du monarque, finira par réclamer ses droits en tant que pouvoir constituant. La dimension historique en même temps se renforce : l'idée de continuité, la conscience d'un passé commun national, en fait un agent historique naissant de premier ordre. D'éminents juristes, historiens et publicistes feront de la nation espagnole le protagoniste idéalisé de leurs compilations et récits historiques. Il y a ceux, enfin, qui, au moment de doter la nation espagnole d'une essence immortelle, identifieront celle-ci aux essences monarchiques et religieuses les plus pures, faisant ainsi naître l'image réactionnaire et antilibérale de l'Espagne éternelle. Il est donc évident qu'il n'y a pas, loin de là, une idée univoque de la nation espagnole au XVIII^e siècle.

Laissant maintenant de côté les usages extrapolitiques du *terme* nation et nous en tenant aux différentes versions de l'*idée* de nation espagnole, nous pensons qu'il est possible de distinguer quatre types-idéaux au sens weberien (53). Ce sont quatre façons abstraites et stylisées de comprendre la nation espagnole parmi lesquelles apparaît une certaine séquentialité, qui n'exclut pas certains chevauchements, duplicités ou positions intermédiaires. Il s'agit simplement d'un système de référence conjectural pour s'orienter "sur l'océan immense des faits empiriques" (en l'occurrence, les différentes conceptions de la nation que montrent Cadalso, Forner, Masdeu, Capmany, Jovellanos, Quintana, etc.). Notre construction méthodologique prétend uniquement arriver à une meilleure intelligibilité à travers la clarification conceptuelle. Il s'agirait ensuite d'évaluer dans quelle mesure les "réalités empiriques" (c'est-à-dire les idées de la nation *réellement existantes*) se rapprochent ou s'éloignent de chacun de ces types, et évaluer également les liens, affinités et relations qui, dans la pratique, peuvent s'établir entre eux. Pour résumer, les quatre idées-types de nation seraient les suivantes :

- 1) conception traditionnelle *austracista* («autrichiste» : liée à la maison d'Autriche)
- 2) conception éclairée (bourbonienne)
- 3) conception des Lumières radicales et du premier libéralisme
- 4) conception romantique antilibérale

Les trois premières sont des représentations fondamentalement *politiques* de la nation-Monarchie-Etat. La première comprend un paradoxe, puisqu'elle correspond à une époque où la nation n'était pas encore de tout un facteur politique important : il s'agit, pourrait-on affirmer, d'une vision de la nation *avant l'ère des nations*. La quatrième est une conception essentialiste : c'est la modalité à laquelle correspond le mieux l'adjectif *nationaliste*.

Nous examinerons successivement chacun de ces quatre modèles :

1) *Idée traditionnelle hispanique de l'Espagne comme "nation de nations"*. La première idée répond à une vision de la nation espagnole comme d'un assemblage de corps, royaumes et provinces au sein d'une monarchie traditionnelle. Vision totalement congrue avec une société d'ordres et corporative où il n'existe pas de contradiction entre unité et pluralité des

(53) Sur la méthodologie du type-idéal weberien, voir J. Freund, *Sociologie de Max Weber*, Paris, PUF, 1966, chap. II.

parties, ou du moins cette contradiction ne se pose pas en termes "d'absorption par le centre des pouvoirs de la périphérie" (54) ; l'unité se conçoit seulement, à la manière de la *respublica* médiévale, organiquement et hiérarchiquement (*corpus mysticum*) : unité simplement symbolique autour du monarque, parfaitement compatible avec la diversité des droits et privilèges territoriaux et avec la survivance d'institutions qui limitent le pouvoir royal. Il va sans dire que derrière cette perspective historique et politique, tant en Espagne qu'en France, se cachent les intérêts de la noblesse, de l'Eglise, et des notables ruraux qui contrôlent -et souhaitent continuer à contrôler- les "pouvoirs intermédiaires" dans les différents royaumes et pays d'états. Dans cette conception, la *justice* -c'est-à-dire la reconnaissance et la garantie des inégalités traditionnelles- maintient invariablement les équilibres du système freinant toute intervention politico-administrative que le monarque pourrait éventuellement envisager ; la jurisprudence s'identifie à la science du gouvernement. Avec certaines nuances, ce modèle préétatique est cher à des personnages tels que Larramendi ou Fontecha Salazar, modèle cautionné idéologiquement par des doctrines antiabsolutistes/pactistes d'origine médiévale, par des théories enrichies ensuite par la philosophie scolastique -notamment par cette modalité de pactisme développée et actualisée par les auteurs de traités de la Compagnie de Jésus et autres *monarchomaques* catholiques de la Contre-réforme, qui n'a rien à voir avec le contractuellisme libéral/éclairé ; c'est également le modèle qui apparaît dans le *Memorial de Greuges* (v. n. 2), et, nous le verrons, qui existe encore au début du XIXe (comme exemple, v *supra*, n. 40).

L'un des textes les plus intéressants et représentatifs de cette idée de nation est le *Juicio interior y secreto de la Monarquía para mi solo* (Jugement intérieur et secret de la Monarchie pour moi seul), écrit par l'évêque Juan de Palafox y Mendoza, qui fut quelque temps vice-roi de la Nouvelle-Espagne. Ce document qui constitue une sorte de réplique aux projets homogénéisateurs d'Olivares, fut publié pour la première fois à Madrid en 1665, puis réédité -de façon significative- deux fois dans la seconde moitié du XVIIIe (55). Bien que Palafox emploie le mot *nation* pour désigner plus fréquemment les royaumes que l'ensemble de l'Espagne, sa vision de la Monarchie est extrêmement intéressante pour notre sujet. Cette exception terminologique faite, nous nous croyons autorisés à prendre la conception palafoxienne de l'Espagne comme exemple presque parfait de la conception prénationale (et, de façon précise, également préétatique) de la nation espagnole que nous essayons d'exposer ici. Palafox considère les "nations" comme des faits naturels, et, comme tels, créatures de Dieu. La *Nation espagnole* [sic], redoutable en temps de guerre contre les nations étrangères, ne serait pas non plus simplement une création des Rois Catholiques. Implicitement, Palafox montre comme quelque chose d'évident

(54) A. M. Hesperha, *Visperas del Leviatán. Instituciones y poder político (Portugal, siglo XVII)*, Madrid, Taurus, 1989, p. 440-441.

(55) Il parut d'abord (sous le titre *Juicio político de los daños y reparos de cualquier Monarquía*) dans le tome X des *Obras completas de Palafox* (Madrid, 1762, édition patronnée par Charles III) et ensuite dans le *Semanario Erudito*, tome VI, p. 45-63 (1787). Edité en appendice par J. M^e Jover dans "Sobre los conceptos de Monarquía y nación en el pensamiento político español del XVII", art. cit., p. 138-150, d'où nous tirons notre citation.

que la nation existait avant que ne se produise l'"assemblage de Couronnes" qui donna lieu à la Monarchie. Cependant, l'Espagne est en réalité une *nation de nations* (expression que l'ecclésiastique navarrais n'utilise pas), dans la mesure où elle est composée de plusieurs unités nationales plus petites - caractérisée chacune par sa propre géographie et son "climat" différencié-, qui sont de même oeuvre divine. La Monarchie, afin de préserver sa force et son unité, doit s'adapter à cette *naturelle* et plurielle structure. Le gouvernement, reconnaissant cette diversité de nations-royaumes, ne doit pas vouloir à tout prix donner à toutes ses parties des lois homogènes ; ce serait un acte d'orgueil, un véritable défi à Dieu, qui depuis l'origine des temps a voulu que chaque royaume partiel se gouverne différemment. La tentative d'Olivares (56) aurait été d'"essayer que ces nations qui sont si distinctes entre elles, ne fassent qu'une dans la forme de gouvernement, lois et obéissance". Palafox reconnaît que le favori de Philippe IV avait de "bonnes intentions", puisque ce qu'il souhaitait c'était "exclure la diversité qui est souvent mère de discordes". "Mais -ajoute l'évêque- si ce qu'il essayait de faire lui aurait été possible en tant que Créateur, cela lui était impossible en tant que gouverneur, car seul Dieu peut créer les royaumes avec certaines inclinaisons, mais une fois créés avec quelques-unes d'entre elles, il est nécessaire que soient diversifiées les lois et forme de leur gouvernement. De là que vouloir gouverner l'Aragon avec les lois de Castille, ou la Castille avec celles d'Aragon, ou la Catalogne avec celles de Valence ou Valence avec les coutumes et constitutions de la Catalogne, ou tous avec quelques-unes, c'est la même chose que de changer aux chevaux leurs mors et leurs freins pour ne leur en mettre qu'un seul, et voilà que ceux-ci se cabrent, que ceux-là vont de travers, que les autres s'emballent et tout en est fini !" (57).

Dans ce fragment la comparaison entre le roi et le cocher qui conduit une troupe de cavalerie est intéressante : chaque cheval-royaume a besoin de ses propres brides et mors et doit être traité en accord avec son caractère particulier. Le statut théologico-naturaliste accordé à la politique donne la mesure de l'archaïsme d'une pensée qui, dans une lignée décidément préétatique et prémoderne, à aucun moment ne considère les institutions comme une machine humaine.

Selon cette logique, le lien entre les Espagnols -conçus encore comme un ensemble bigarré de corps socio-politiques formés par des familles, mais en aucune manière comme un ensemble d'individus- se trouve simplement dans la foi catholique partagée et dans la loyauté au roi.

2) *L'idée monarchique-éclairée de la nation espagnole*. La deuxième conception de la nation, que nous avons qualifiée de monarchique-éclairée et qui se développe surtout pendant le règne de Charles III, est contraire, sur plusieurs points essentiels, à l'idée que nous venons d'exposer. Depuis les

(56) Sur la politique d'Olivares, voir J. H. Elliott, *El Conde-Duque de Olivares. El politico en una epoca de decadencia*, Barcelone, Critica, 1990.

(57) "Et Dieu qui en tant que Créateur aurait pu créer les terres d'une même façon, les fit différentes, et dans toute la Biscaye on trouvera difficilement une orange, ou une châtaigne dans toute la province de Valence, puisqu'il n'y a que des oranges dans la province de Valence et que des châtaignes en Biscaye, parce qu'Il a voulu que les terres aient besoin l'une de l'autre afin de rendre plus sociable notre nature ou à d'autres fins, il est également nécessaire que les lois suivent, comme le vêtement, la forme du corps et qu'elles se différencient dans chaque Royaume et Nation" (Palafox, *apud Jover*, p. 145-146).

principes réformistes, la nation est conçue comme un corps social plus ou moins homogène sous l'autorité du monarque éclairé, qui doit obtenir par tous les moyens le renforcement de la cohésion entre les éléments composant l'Etat. Burriel, Gándara, Olavide, Cadalso, Llorente, Ibáñez de la Rentería, Foronda, Arroyal, Cabarrús, etc. se situent dans cette lignée qui tend à accentuer l'uniformité et la centralisation à la faveur d'une rationalité typiquement du XVIIIe. Les porte-drapeau du *régalisme* -à commencer par le roi lui-même- essaieront même d'obtenir que l'Eglise espagnole, sans rompre les liens avec Rome, soit plus nationale, c'est-à-dire plus assujettie à l'autorité royale. Les plus résolus verront dans la suppression des privilèges et l'égalité devant la loi un objectif irremplaçable, mettant ainsi ouvertement en cause l'Ancien Régime, et ouvrant à la fois la voie à une idée bien différente, politiquement beaucoup plus active, de la nation (58).

Après avoir reconnu que par *patrie* on peut tout aussi bien comprendre la *patrie générale* ou commune que la petite *patrie particulière* ou province, le polygraphe galicien B. J. Feijoo avance la définition suivante de patrie (dans le sens général, "relatif au tout de la république") : "ce corps d'état où, sous un gouvernement civil, nous sommes unis par le lien des mêmes lois" (59). Vers la fin du siècle Esteban Terreros redéfinit la nation dans les termes purement politico-administratifs de la nation-Etat : "nom collectif d'un grand peuple, royaume ou Etat soumis à un même prince ou gouvernement" (60), définition proche certainement de celle que nous trouvons dans l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert (1765) -"une quantité considérable de peuple qui habite une certaine étendue de pays, enfermé dans certaines limites, qui obéit au même gouvernement" (61)- et que, dans sa généralité, serait sans aucun doute approuvée par la plupart des hommes cultivés espagnols.

L'ancien mot nation avait donc perdu, pour ce secteur, une bonne partie de ses connotations ethniques ou linguistiques, prenant au contraire un contenu pleinement politique, qui faisait correspondre une population avec un territoire (les deux d'une certaine importance quantitative) et un souverain (éventuellement aussi des lois communes). A la limite, ce raisonnement pouvait aller jusqu'à concevoir la nation et la patrie comme des collectifs ouverts au choix et à la convenance des sujets (*ubi bene, ibi patria*) (62). La nation est comparée au corps social, la *persona ficta* qui est sous l'autorité du souverain qui symboliquement la représente. Par ailleurs, très souvent cet

(58) Manuel de Aguirre définit en 1786 la *société ou patrie* (mots qu'il a l'habitude d'utiliser avec une valeur sémantique proche de celle de nation) comme "l'ensemble des individus qui forment le corps moral avec un pouvoir ou une faculté de décision sur un grand nombre de compétences" (M. de Aguirre, *Cartas y Discursos del Militar Ingenuo al "Correo de los ciegos" de Madrid*, éd. de A. Elorza, Saint Sébastien, Fondation J. M^e Cuadrado, 1973, p. 190).

(59) B. J. Feijoo, *Teatro critico universal* (1727-1742), Madrid, Espasa-Calpe, 1973, p. 63-64.

(60) E. Terreros y Pando, *Diccionario castellano con las voces de ciencias y artes y sus correspondientes en las tres lenguas francesa, latina e italiana*, Madrid, Vda. de Ibarra, 1786-1793, 4 vols.

(61) Définition qui correspond, par ailleurs, avec les dictionnaires de Furetière et de Trévoux : "un grand peuple habitant une même étendue de terre renfermée en certaines limites ou même sous une certaine domination".

(62) De l'avis de Valentin de Foronda, l'homme a le droit de "choisir la patrie qui lui convient ; puis de la laisser pour en prendre une autre" (*Apuntes ligeros sobre la nueva Constitución*, Philadelphie, Palmer, 1809, 7, apud J.M. Barrenechea, *Valentin de Foronda, reformador y economista ilustrado*, Vitoria, Diputación Foral d'Alava, 1984, p. 78).

imaginaire politique conçoit la monarchie nationale à partir de principes contractuels d'inspiration plus hobbesienne que lockienne : les sujets, unis sous l'autorité protectrice et bénéfique du souverain, jouissent d'une sécurité dont ils étaient dépourvus dans l'état naturel. La nation espagnole, formée par la population du royaume, est l'ensemble des individus qui cohabitent au sein de l'Etat, reliés de plus en plus par un dense réseau de relations politiques, historiques et culturelles, y compris les intérêts économiques communs. Et, symbolismes mis à part, c'est aussi sur le terrain des faits que de telles relations augmentent. L'élan donné au système des Postes -qui restera sous le contrôle de l'administration-, le développement des voies de communications et des transports qui, en dépit de toutes ses faiblesses, multiplie les contacts, permettent une certaine croissance de l'échange des marchandises et de l'écoulement informatif entre tous les points d'Espagne (63) ; le lien entre les sociétés économiques, l'essor du journalisme et des nouveaux centres de sociabilité (académies, «sociétés économiques», salons, cafés), à la faveur du "commerce d'idées", contribuent indirectement au renforcement de la conscience nationale. Les noyaux régionaux éclairés, à travers la correspondance et les relations directes, maintiennent des liens étroits entre eux et avec les milieux réformistes de la Cour (notamment sous le règne de Charles III), contacts qui favorisent de même l'accroissement de la cohésion de la province espagnole de la *République des lettres*.

C'est ainsi qu'apparaît, avant la révolution libérale, un véritable patriotisme de nation-Etat. Lorsqu'au XVIIIe les réformistes parlent de la patrie, à part les références historicistes, ce qu'ils essaient de souligner c'est "la force des liens unissant les sujets entre eux et tous au roi". L'amour de la patrie n'est plus pour ces secteurs -comme il l'est pour les traditionalistes- le simple attachement affectif à une province, l'enracinement dans un terroir, mais implique l'effort utilitaire pour le bien-être matériel et la prospérité commune. Sous le despotisme il n'y a pas de sécurité juridique, il n'y a pas de participation dans les tâches politiques dont le but est le bonheur public, donc il n'y a pas de patrie. Le "bien de la patrie" et la "gloire du roi" s'identifient, puisque le souverain "représente la patrie qui lui confia sa majesté et souveraineté" (64). De ce point de vue, la monarchie absolue, patrimoniale et dynastique, dans la mesure où elle procède à une territorialisation et rationalisation des structures administratives de l'Etat, peut être qualifiée d'"Etat prénational" (65) (signalons, pour mémoire, la césure avec les structures territoriales du passé que posent en France les physiocrates et qui, comme on peut le voir dans le célèbre *Mémoire sur les municipalités* de Turgot -1775-, anticipe la brusque rupture de la continuité historique qui sera menée à bien pendant la Révolution).

Dans le jeu de relations qui s'établit entre les différents mots appartenant à ce champ sémantique, la *nation* peut se comprendre comme une

(63) D. R. Ringrose, *Los transportes y el estancamiento económico de España (1750-1850)*, Madrid, Tecnos, 1972 et, l'étude plus récente de S. Madrazo, *El sistema de transportes en España, 1750-1850*, Madrid, 1984.

(64) Aguirre, *Cartas y Discursos...*, op. cit., p. 208, n. Voir également p. 78 et *passim*. La patrie, dans une lignée qui provient de la Révolution anglaise de 1660 et qui a son *locus classicus* dans l'oeuvre de Bolingbroke *The Idea of a Patriot King* (1739), "désigne le lieu symbolique où se rencontrent les intérêts du prince et ceux du peuple" (M. Delon, "Nation", dans *Nouvelle histoire des idées politiques*, P. Ory, dir., Paris, Hachette, 1987, p. 129).

(65) P. Alliez, *L'invention du territoire*, Presses Universitaires de Grenoble, 1980.

"instance de liaison" au milieu de la *patrie* et l'*Etat* (66). La tiédeur du mot nation exprimerait le désir de réchauffer quelque peu la froide notion d'Etat (concept dénotatif, juridico-politique), en lui ajoutant quelques connotations psychologiques liées à l'idée bien plus chaude et mobilisatrice de la patrie.

Mais, si le côté lyrique et sentimental de la nation rapproche ce concept de celui de patrie et que son côté le plus abstrait et théorique est très proche du concept d'Etat, sa conception empirique conduira immédiatement à superposer les concepts de peuple et nation. A la limite de l'empirisme, la nation est simplement le peuple qui correspond à un Etat (ou, comme le propose Forner, "une société civile indépendante de tout empire ou domination étrangère" (67). Manuel de Aguirre définit également la nation, quelque peu tautologiquement, comme "l'ensemble des populations et des gens qui l'habitent" (68), mais ne manque pas d'utiliser d'autres expressions - *société, communauté, patrie, peuple*- pour désigner le sujet collectif qui doit exercer l'action politique, partant d'un pacte social aux claires connotations rousseauistes (69)). Il est évident que l'équation *nation = peuple* vient davantage compliquer les choses que les éclaircir, puisque celui-ci n'est certainement pas le concept politique le plus précis (70).

3) *L'idée de nation souveraine du premier libéralisme*. Notre troisième type-idéal de nation est bien connu et comprend comme note caractéristique fondamentale l'attribution à la nation de la souveraineté, donnant lieu ainsi à un nouveau modèle de légitimation du pouvoir, alternatif à la légitimité dynastique traditionnelle. Cette idée nouvelle, prise au sérieux, ne pouvait manquer d'avoir des conséquences destructrices dans toute l'ordonnance politique de l'Ancien Régime et, en effet, les a eues assez rapidement. La nation, sujet politique idéal composé d'individus libres, égaux et indépendants, loin d'être le patrimoine de quelque monarque, prétend se gouverner elle-même. A cette fin, la nation exprime, à travers ses représentants -qui sont réellement ceux qui exercent cette souveraineté-, une sorte de "volonté générale" qui, agissant d'abord comme pouvoir constituant et ensuite comme pouvoir constitué, garantit les droits des citoyens. Il suffira de rappeler les premiers événements révolutionnaires et d'évoquer les définitions canoniques de l'abbé Sieyès pour éviter de trop entrer dans le détail. Pour l'essentiel, la conception sieyèsienne de la nation est très semblable -à quelques exceptions importantes près (71)- à celle que proposent

(66) J.-Y. Guiomar, *La Nation entre l'histoire et la raison*, Paris, Editions La Découverte, 1990, chap. I, p. 13-21. Dans le même sens, P. Vilar, "Estado, nación y patria en las conciencias españolas : historia y actualidad", dans *Hidalgos, amotinados y guerrilleros. Pueblo y poderes en la historia de España*, Barcelone, Crítica, 1982, p. 255-278, p. 262.

(67) J. P. Forner, *Discurso sobre el modo de escribir y mejorar la Historia de España*, éd. de François Lopez, Barcelone, Labor, 1973, p. 67.

(68) "Consultation que N., l'un de ses membres, fait à la Société Royale Patriotique, sur plusieurs points qui intéressent le bien de la Nation ...", *Correo de Madrid*, n° 54, 28-IV-1787, paru dans *Cartas y Discursos*, cit., p. 121.

(69) A. Elorza, Introduction aux *Cartas y Discursos*, p. 45.

(70) G. Fritz, *L'idée de peuple en France du XVIIe au XIXe siècle*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1988, p. 19-50. J. Varela, "La idea de "pueblo" en la Ilustracion española", *Insula*, n° 504, décembre 1988, p. 14-54. Pour un examen rapide et systématique des diverses significations politiques du mot *pueblo* voir G. Sartori, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatam House Publishers, Inc., 1987, chap. II. 1.

(71) Les réserves ont surtout à voir avec l'historicisme accusé du premier libéralisme espagnol,

les libéraux espagnols des *Cortes* de Cadix. Les libéraux "doceañistas" (de 1812) soulignent le besoin de mettre fin aux privilèges, identifient pratiquement le tiers état avec la nation et entendent celle-ci comme un corps d'associés soumis aux mêmes lois et représentés dans une assemblée législative qui incarne la souveraineté. La définition de Nation espagnole que nous lisons dans la Constitution de 1812, et la facilité que donne ce texte aux étrangers pour l'obtention de la nationalité et la citoyenneté espagnoles, prouvent bien que la révolution libérale en Espagne se fonde sur une conception politique, en rien essentialiste, de la nation (72).

Le député Espiga, dans son explication de l'article premier de la Grande Charte précisera que la nation ne doit pas s'entendre comme "une réunion de territoires (...) mais de volontés, parce que c'est elle qui manifeste cette volonté générale qui peut former la Constitution de l'Etat" (73). Les interventions de divers députés, comme le remarqua Joaquín Varela, coïncident pleinement avec les définitions sieyésiennes de nation (74).

Toreno, Flórez Estrada, Muñoz Torrero, Espiga et d'autres - contrairement à l'opinion des députés traditionalistes- soulignent la nécessité de consolider l'unité, allant au-delà de la vieille division en royaumes et provinces "si contraire aux sentiments de tout patriote sensé et si préjudiciable aux intérêts de la nation" (75).

Les bases de cette nouvelle idéologie nationale étaient jetées, comme nous l'avons dit, depuis les dernières décennies du XVIII^e. Parmi les premiers théoriciens espagnols de la nation entendue -plus ou moins idéalement ou empiriquement- comme association volontaire d'individus-citoyens, nous pourrions citer les noms de León de Arroyal, Manuel de Aguirre, Francisco Cabarrús ou Valentín de Foronda, entre autres. Avant même la Révolution française, quand les termes du débat constitutionnel dans l'Espagne de la décennie de 1780 se radicalisent, ces publicistes jettent déjà un pont idéologique entre les Lumières et le libéralisme, qui éventuellement pourrait justifier le passage de la réforme à la révolution (ces idées, cependant, ne deviendront opératives que deux décennies plus tard,

totalemment absent, comme chacun sait, des idées politiques de Sieyès.

(72) Le titre I de ce texte constitutionnel traite "De la Nation espagnole" (chap. I) et "des Espagnols" (chap. II). La première est définie comme "la réunion de tous les Espagnols des deux hémisphères" (elle inclut donc les Espagnols d'Amérique Hispanique) (art. 1). "La souveraineté se trouve essentiellement dans la Nation" (art. 3), car "elle n'est ni peut être patrimoine d'aucune famille ou personne" (art. 2) et "est obligée, par des lois sages et justes, de protéger la liberté civile, la propriété et autres droits légitimes de tous les individus qui la composent" (art. 4). Sont espagnols, outre ceux qui sont nés ou qui se sont établis "dans les territoires des Espagnes" (nouvelle allusion à l'Espagne coloniale), les étrangers naturalisés ou, simplement, ceux qui sont établis depuis dix ans "dans n'importe quelle cité de la Monarchie" (art. 5). La citoyenneté est abordée dans le chapitre IV (voir plus spécialement les articles 18 et 19).

Pour une revue systématique des principales conceptions juridicopolitiques de la nation présentes aux *Cortes* de Cadix, voir J. Varela Suanzes-Carpegna, *La teoría del Estado en los orígenes del constitucionalismo hispánico*, Madrid, CEC, 1983, chap. IV et V, p. 175-274.

(73) *Diario de las Discusiones y Actas de las Cortes*, tome VIII, p. 20.

(74) La définition la plus réussie est peut-être celle de Juan Nicasio Gallego : "Une nation... c'est une association d'hommes libres qui ont convenu volontairement de composer un corps moral, lequel doit être gouverné par des lois qui soient le résultat de la volonté des individus qui la forment, et dont l'unique objet est le bien et l'utilité de toute la société".

(75) AHN, Junta Central, leg. 70-A, n° 18 (cit. par Moreno Alonso, *La generación española de 1808*, Madrid, Alianza, 1989, p. 72).

dans les *Cortes* de Cadix). Tout comme en France dans les derniers temps de l'Ancien Régime -je pense à des personnages comme Diderot ou Condorcet-, en Espagne aussi, un petit groupe d'intellectuels n'a plus confiance dans la capacité de la monarchie absolue à garantir et mener à bien les réformes éclairées, allant jusqu'à affirmer que le seul véritable souverain est la nation. Sur cette base doctrinale, il sera bientôt possible de commencer à bâtir un nouveau régime politique de type représentatif.

La nouvelle idéologie libérale, bien qu'elle soit encore socialement circonscrite à des minorités urbaines relativement exiguës formées des professionnels libéraux, ecclésiastiques éclairés, fonctionnaires, artisans, militaires, juristes et commerçants, s'exprime de mille manières à partir de 1808. Pour cette idéologie, le lien politique fondamental ne vient plus du fait d'être sujets d'un même roi, mais ce qui importe vraiment c'est être concitoyens d'une même nation souveraine ; l'amour pour la nation doit toujours précéder l'amour pour le roi (76). L'Etat monarchique d'Ancien Régime devient de cette façon -tout en restant encore formellement une Monarchie- Etat national. Même si, alors, il existe peu de partisans actifs de la forme républicaine de gouvernement, on remarquera, au moins comme possibilité intellectuelle, que, puisque les idées de nation et de roi sont fondamentalement étrangères l'une à l'autre, la nation espagnole continuerait à exister avec une constitution qui ne serait pas monarchique (77). Avec les premiers pas du régime constitutionnel, l'adjectif *national* remplace systématiquement *royal* pour désigner de nombreuses institutions officielles (Douane, Finances, Imprimerie, Armée, etc. (78)).

Le mot *patrie* n'est plus exclusivement d'usage livresque, et ne désigne plus simplement le lieu où l'on est né ; maintenant, il désigne pour les libéraux "cette société, cette nation, où à l'abri de lois justes, modérées et reconnues, nous avons joui des plaisirs de la vie, du fruit de notre sueur, des avantages de notre industrie et de l'inaltérable possession de nos droits indispensables" (79).

Mais nous insistons sur le fait que cette conception constitutionnelle de la patrie et de la nation fondées sur "l'amour des lois, de la liberté politique et de l'égalité juridique" ne concerne, pour l'instant, que les minorités plus ou moins urbaines et "bourgeoises". Les masses paysannes et l'immense majorité du clergé et de la noblesse demeurent étrangers -sinon hostiles- au libéralisme et, en conséquence, également à cette conception constitutionnelle de la nation espagnole.

(76) M^a C. Seoane, *El primer lenguaje constitucional español (las Cortes de Cádiz)*, Madrid, Moneda y Crédito, 1968, p. 63. Comme le signale le député Dueñas aux *Cortes* de Cadix, on doit préférer l'expression "la nation et le roi" à celle qui, en inversant l'ordre, pourrait donner lieu à des confusions sur la préséance politique entre les deux termes du binôme (session du 8-IV-1811, *Diario de las Cortes*, tome V, p. 17, cit. dans *ibidem*, n. 53).

(77) *Semanario Patriótico*, 25-VIII-1811, cit. par Seoane, op. cit., p. 68-69.

(78) A titre anecdotique, observons que l'expression "*Assemblée nationale*" est utilisée par un publiciste espagnol plusieurs années avant la fameuse discussion du 17 juin 1789 aux Etats Généraux, avec la participation remarquable de Mirabeau et Sieyès. J. A. Ibáñez de la Rentería, *Discursos*, Madrid, Pantaleon Aznar, 1790, p. 138 et 143 ; le discours où cette expression est utilisée date de 1783 (cf. J. Fernández Sebastián, *La Ilustración política*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1994).

(79) *Redactor General*, 10-II-1810, cit. dans Seoane, p. 80.

4) *L'idée romantique et essentialiste de la nation culturelle.* Le dernier type de nation par ordre d'apparition correspond à une compréhension naturaliste, organique et holiste de la communauté politique comme totalité culturelle. Cette idéologie de "protestation contre les abus de la raison" s'est formée dans les milieux anti-éclairés (avec cependant la participation de quelques philosophes éclairés) parallèlement au développement et déploiement du mouvement réformiste des Lumières, mais ne montrera pas toute sa force tant que le constitutionalisme libéral ne placera pas les royalistes devant le besoin urgent d'articuler une réplique décisive à l'idée révolutionnaire de nation. Le fait que la pensée réactionnaire espagnole soit en accord sur ce point avec de nombreuses idées de Herder, Schlegel, Schleiermacher, Fichte, Barruel, Burke, De Maistre, De Bonald et d'autres auteurs transpyrénéens, ne veut pas dire que se produise nécessairement dans tous les cas une influence directe. Les idées du temps, notamment celles qui apportent des réponses aux grands problèmes que la société se pose, peuvent naître simultanément dans des lieux éloignés pour se transmettre ensuite rapidement par des voies indirectes et tortueuses. Les origines du romantisme littéraire en Espagne, à travers Agustín Durán et les Böhl de Faber, ont eu, comme le montra G. Carnero, un important composant d'exaltation nationaliste, de retour aux valeurs religieuses du Baroque espagnol et intégrisme catholique (80).

Les points récurrents de cette cosmovision sont la totale subordination de l'individu à sa communauté nationale d'origine, le refus absolu à toute forme de rationalisme politique et la ferme opposition à toute altération "brusque" de la constitution historique *naturelle* d'un peuple. Le marquis de Mataflorida, ultraroyaliste, par exemple, nie le pouvoir constituant de la nation avec des accents typiquement burkiens : "L'homme naît dans une société qui existe déjà et dont l'organisation ne dépend pas de sa volonté, dans une condition déterminée, il trouve les choses établies et naît dépendant de l'ordre dont il ne peut rompre les liens sans injustice, et bouleverser, par une insurrection, la société qui a protégé son enfance en serait une. La patrie existe dans les institutions qui l'ont formée, développée et fortifiée, et seront fils infidèles ceux qui précipiteront leur mère commune dans la ruine, donnant à la postérité un mauvais exemple qui l'autoriserait à bouleverser à nouveau ce qui a été fait par ceux qui les ont précédés" (81).

Les idéologues royalistes arriveront à une synthèse complexe entre ce romantisme naissant et la conception organologique de la société et de l'Etat, comme un tissu de corps politiques hiérarchisés autour du monarque. La nation, pour le député royaliste galicien Becerra y Llamas, est un "corps moral" constitué par l'unité indissoluble du peuple plus le roi, qui en est la tête inséparable (82). Quant au baron d'Eroles, il affirme, quelques années

(80) G. Carnero, *Los orígenes del romanticismo reaccionario español. El matrimonio Böhl de Faber*, Universidad de Valencia, 1978 et, du même auteur, "Calderon y ¡cierra España! Juan Nicolas Böhl de Faber ante Calderón", intervention au *Congrès International sur Calderón*, 1981. Voir également E. Caldera, *Primer manifesti del romanticismo spagnolo*, Università de Pisa, 1962. H. Juretschke, *Origen doctrinal y génesis del romanticismo español*, Madrid, Ateneo, 1954.

(81) *Manifiesto que los amantes de la monarquía hacen a la Nación española, a las demás potencias y a sus soberanos*, cité par M. Artola, *La España de Fernando VII*, Madrid, Espasa-Calpe, 1968, p. 780-781.

(82) *Diario de las Cortes*, tome VIII, p. 15.

plus tard, la supériorité de la constitution historique espagnole -symbolisée dans le *fuero* biscaien- sur les expériences rationalistes de nos voisins : "Nous aussi nous voulons une Constitution, nous voulons une loi stable par laquelle l'Etat gouverne ; (...) Pour la former, nous n'irons pas à la recherche de théories marquées par le sang et le désenchantement de tous les peuples qui l'ont appliquée, mais nous recourons aux *fueros* de nos aînés, et du peuple espagnol, unis comme eux, et il y aura des lois justes et adaptées à notre temps et nos coutumes à l'ombre d'un autre arbre de Guernica" (83).

Dans l'Espagne de la fin du XVIIIe et début XIXe, une curieuse synthèse se produira entre des philosophies politiques, des traditions juridiques et des éléments culturels d'origine assez hétéroclite, mais qui finalement convergent et s'intègrent de façon satisfaisante pour mieux articuler la réaction contre le libéralisme (et spécialement contre l'idée libérale de la nation). De nombreux textes de l'époque -entre autres, très tôt, les écrits du Jésuite Larramendi, que l'on peut considérer comme une figure de transition entre le baroque et le romantisme ; plus tard, sans sortir du domaine basque, les oeuvres de *foralistas* biscaiens comme Aranguren y Sobrado ou Novia de Salcedo (84)- combinent ainsi avec succès le pactisme médiéval espagnol avec l'idée burkienne de la constitution prescriptive ; la seconde scolastique avec l'idée herderienne de communauté linguistique ; enfin, le mythe réactionnaire de la triple conspiration de philosophes, francs-maçons et jacobins avec les éternelles vertus morales et religieuses de la "sainte Espagne". Les plus extrémistes essaieront de monopoliser le sentiment national accusant leurs adversaires idéologiques d'être xénophiles et impies ; les réactionnaires se sentent ainsi autorisés à prêcher une nouvelle croisade contre les libéraux, accusés de trahir les essences nationales.

Peut-être est-ce Capmany l'auteur qui réussit le mieux à définir l'image de l'Espagne à la lumière de la nouvelle idéologie romantique, basant l'être de la nation sur la force morale d'un esprit populaire qui doit demeurer pur et non contaminé face aux dangers de "l'étrangérisation" (surtout de l'*afrancesamiento* (gallomanie)). C'est cet esprit du peuple qui "se maintient de génération en génération" et qui s'exprime dans "ses coutumes, ses usages, ses manières, son habit, sa langue et même ses préjugés" (85). Capmany proclame même la nécessité de revenir à la pureté de la "démarche nationale", assurée et élégante, pour couper court à la soi-disant manie des élites de l'époque de marcher à la française (style qu'il qualifie de décadent, rigide et dépourvu de grâce).

"Là où il n'y a pas de nation, il n'y a pas de patrie -poursuit Capmany-, parce que le mot *pays* ce n'est que terre qui soutient personnes et bêtes à la fois. L'Italie et l'Allemagne en sont ici de bon exemples. Si les Italiens et les Allemands, divisés et brisés en tant d'états d'intérêts, coutumes et gouvernements différents, avaient formé un seul peuple, ils n'auraient pas

(83) J. M. Rodríguez Gordillo, *Las proclamas realistas de 1822*, Sevilla, Annales de l'Université sévillane, n° 3, 1969, p. 110-111 (quelques manifestations similaires d'Eroles dans Artola, op. cit., p. 786).

(84) Cf. mes travaux (J. Fernández Sebastián) *La génesis del fuerismo. Prensa e ideas políticas en la crisis del Antiguo Régimen (Pais Vasco, 1750-1840)*, Madrid, Siglo XXI de España, 1991, chap. I, et "Ideología, Fueros y modernización. La metamorfosis del fuerismo. I : hasta el siglo XIX", *Historia Contemporánea*, n° 4, 1990, p. 61-87.

(85) *Centinela contra franceses*, p. 116 ; J. Herrero, *Los orígenes del pensamiento reaccionario español*, Madrid, Edicusa, 1973, p.223 et sv.

été envahis ni démembrés. Ce sont de grandes régions, décrites et indiquées sur la carte, mais ce ne sont pas des nations, même si elles parlent la même langue. Le cri général *Allemands ! Italiens !* n'enflamme l'esprit d'aucun individu, car aucun n'appartient à un tout" (86).

Comme on peut observer, la conception capmanienne de la nation est complexe, s'éloignant autant du modèle révolutionnaire français que de l'école romantique du *Volksgeist*. Si nous essayons de la comparer avec l'un de ces deux modèles, il faudrait la situer quelque part entre Herder (87) et Sieyès ; sur un point qui, selon le passage choisi, paraîtrait plus proche de l'un ou de l'autre pôle. Dans l'ensemble il paraît avoir assumé au moins quelques-unes des idées-forces de la Révolution française, dès lors que la nation est, finalement, plus une question d'"union de volontés" et de "lois" que de coutumes ou de langue (88) : le facteur subjectif-volontaire domine sur le composant culturel-objectif. Observons son refus à ce que l'Allemagne ou l'Italie constituent de vraies nations "même si elles parlent la même langue" ; à toutes deux il manque pour cela deux choses fondamentales : l'union politique sous un même Etat et la conscience historique (d'unité) nationale.

Il n'est pas toujours nécessaire de chercher dans les sources étrangères les origines de la nouvelle cosmovision romantique. Plusieurs écrivains espagnols, tels Larramendi, Lampillas, Hervás y Panduro, Moratin ou Cadalso, entre autres, posent très tôt des idées préromantiques, insistant notamment sur l'existence d'un "génie national" qui se manifesterait dans l'esprit particulier de chaque langue et de chaque littérature nationale (89). Cadalso, spéculant sur le caractère national des Espagnols, projettera sur la nation des traits propres de l'individu, qui comprennent un tempérament particulier presque immuable, ou du moins, difficilement réformable (90). Cette conception de la nation comme "individu collectif" est, malgré les apparences, complètement différente de la conception rousseauiste du *moi commun* ou de la dialectique que propose Sieyès entre des volontés

(86) *Ibid.*, p. 116-117.

(87) D'après Pierre Vilar, Capmany n'a pas connu les textes de Herder ou de Fichte. Du premier, il pouvait très bien en avoir quelque connaissance à travers les pages du *Correo Literario de la Europa* (Madrid, 1781), qui donna à connaître quelques-unes des idées herderiennes aux lecteurs espagnols.

(88) *Centinela contra franceses*, p. 116.

(89) Leandro Fernández de Moratin, persuadé que la littérature de chaque pays manifeste le "caractère différent des nations", qualifie normalement dans ses écrits la culture et la littérature de *nationales*. Pour Cadalso cf. Maravall, "De la Ilustración al romanticismo : el pensamiento político de Cadalso", dans *Mélanges à la mémoire de Jean Sarrailh*, Paris, Centre de Recherches de l'Institut d'Etudes Hispaniques, 1966, p. 81-96 ; maintenant également dans *Estudios de la historia del pensamiento español (siglo XVIII)*, éd. de M^o C. Iglesias, Madrid, Mondadori, 1991, p. 36. Au sujet de Larramendi, Fernández Sebastián, *La génesis del fuerismo*, op. cit., p. 39 et n. Il y a longtemps que M. Menéndez Pelayo avait signalé, en exagérant quelque peu, que Lampillas et d'autres auteurs espagnols du XVIII formaient une "veine de romantisme indigène", qui avait devancé de nombreuses idées de l'historicisme allemand, y compris la théorie du *Volksgeist* (*Historia de las ideas estéticas en España*, Madrid, 1952, III, p. 254 et 353).

(90) Dans la mesure où une nation n'est qu'"une réunion d'hommes où on voit les qualités de chaque individu (...). Chaque nation est comme chaque homme, qui a ses bonnes et mauvaises propriétés, particulières à son âme et à son corps. Il convient de veiller à diminuer celles-ci et augmenter celles-là ; mais il est impossible de supprimer ce qui fait partie de sa constitution. (...)

La nation est aujourd'hui la même qu'il y a trois siècles" (*Cartas marruecas*, XXI).

individuelles et une volonté commune, représentations collectives qui ne manqueront pas d'être présentes dans le Cadix des *Cortes* (91).

Ceux qui soutiennent cette idéologie identifieront généralement l'"essence de l'Espagne" avec la tradition et les valeurs du catholicisme romain. Or, dans la majorité des cas, les défenseurs de ce nouveau nationalisme *casticiste*, loin de concevoir l'Espagne comme une réalité politique et culturelle unitaire, adopteront une vision pluraliste qui boit à nouveau aux fontaines du monarchisme espagnol de l'Age Moderne. Qui plus est, dans les cas catalan, valencien ou basque, le nouvel esprit romantique, en exaltant la diversité linguistique et ethnique, tendra à accentuer un particularisme qui, néanmoins, demeure pour l'instant associé à une vision générale de la nation espagnole (ils ne s'expriment donc pas en clé séparatiste, défendant plutôt une conception de l'Espagne de l'Ancien Régime qui rejoint le premier modèle que nous présentions au début de notre parcours typologique). Les plus grands défenseurs des particularités de ces territoires sont, naturellement, les minorités -clergés, notables ruraux, secteurs de l'aristocratie- dont l'hégémonie sociale s'est vue sérieusement compromise par la révolution libérale. Leurs représentants, quand la Constitution sera promulguée, s'aligneront, sur la défensive, avec les positions politiques ultraconservatrices. La préférence pour le mot *royaume* (ou mieux au pluriel, *royaumes*, au lieu de nation ou patrie) de la part de quelques députés royalistes aux *Cortes* gaditaines, tels Borrull ou Cid Vázquez, est symptomatique de cet esprit qui conçoit encore l'Espagne en termes *austracistas* ("Monarchie d'agrégation")(92).

Dans ce contexte, certains secteurs ecclésiastiques, diamétralement opposés au libéralisme, notamment dans les provinces basques, s'efforcent de maintenir les différences linguistiques, des structures socio-politiques d'Ancien Régime et, enfin, de consolider l'esprit régional, comme autant de barrières aux pièges de la modernité. Ayant participé à la polémique entre les partisans et les adversaires des *fueros* qui a alors lieu dans les milieux politiques et intellectuels, un petit groupe de philologues basques -à savoir Sorreguieta, Astarloa, Erro ou Moguel, sous l'influence d'intellectuels étrangers aussi divers et éloignés que le Français A. Court de Gébelin, le Prussien W. von Humboldt ou l'Anglais R. Filmer- travaillent, suivant les pas de Larramendi, à la recherche de la langue primitive (*Ur-Sprache*) qu'ils identifient avec la langue basque, qu'ils considèrent porteuse d'une remarquable et mystérieuse connaissance ou révélation ancestrale (93). La découverte du folklore national -romances et chansons traditionnelles, musique populaire de toutes les régions d'Espagne- est aussi l'oeuvre d'un

(91) Rousseau, *Du contrat social* (1762), I, 6 ; III, 1 ; IV, 1. Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* (1789), chap. V. "La nation est une personne morale vis-à-vis des autres nations, tout comme un citoyen est une personne physique vis-à-vis des autres citoyens de la nation, et leurs droits sont les mêmes dans leurs respectives relations" (*Diario de las Cortes*, t. VIII, p. 46).

(92) P. Vilar, "Patrie et nation dans le vocabulaire de la guerre d'Indépendance espagnole", dans *Annales Historiques de la Révolution Française*, p. 503-534 ; je cite la traduction en espagnol : "Patria y nación en el vocabulario de la guerra de la Independencia española", dans *Hidalgos, amotinados y guerrilleros. Pueblo y poderes en la historia de España*, Barcelone, Crítica, 1982, p. 211-252, p. 240.

(93) J. Juaristi, "Romanticismo europeo y romanticismo vasco", XI *Congreso de Estudios Vascos*, Saint-Sébastien, Eusko Ikaskuntza, 1992, p. 189-194. Voir également, du même auteur, "Las fuentes ocultas del romanticismo vasco", *Cuadernos de Alzate*, n° 7, 1987, p. 86-105.

Biscaïen habitant Madrid, en contact avec ces milieux : je veux parler du greffier José Antonio de Zamácola (94), qui publia quelques années plus tard une oeuvre qui représente une apportation fondamentale à la mythographie pseudo-historique basque (95). A ce propos, il est très significatif que Zamácola, hispanophile invétéré, défenseur acharné de la pureté des coutumes espagnoles face à l'étranger, soit à la fois l'un des bascophiles les plus remarquables. De nombreux écrivains étrangers, voyageant à travers la Péninsule, montreront très vite leur enthousiasme pour le pittoresque, l'"authenticité", l'archaïsme et la couleur populaire des coutumes, chants, habits, danses et traditions de l'Espagne romantique. Non par hasard, dès le début du XIXe, quelques-uns des principaux inspirateurs du nouveau mouvement -A. W. Schlegel, Mme de Staël, S. de Sismondi- avaient considéré l'Espagne comme le pays romantique par excellence, le romantisme étant donc un mouvement intrinsèque à ce qui est espagnol.

Les quatre représentations de la nation espagnole que nous avons succinctement énumérées ici -et qui, *grosso modo*, correspondent à d'autres projets politiques et secteurs sociaux (96)- vont converger dans la conjoncture décisive de 1808, de féroces combats idéologiques se produisant, pendant les années de la guerre d'Indépendance, entre leurs défenseurs respectifs. Dans un futur immédiat, des liens, compromis et ponts idéologiques se produiront jusqu'à se réduire, dans les premières décennies du XIXe, à deux visions de base qui, dans la mesure où elles se dressent sur un socle historique et intellectuel commun -défini essentiellement par le poids de la culture cléricale et la conception pluraliste des Espagnes, deux ingrédients qui, d'une façon ou d'une autre, gravitent sur elles toutes-, ne manqueront pas de présenter entre elles de nombreux points de contact. La première et la quatrième convergeront vers le traditionalisme, qui imprénera bien sûr l'idéologie carliste, mais qui prendra racine aussi dans de vastes secteurs du libéralisme conservateur (*modérantisme*), l'idéologie hégémonique dans l'Espagne du XIXe, pour rejoindre -non sans quelques adaptations- à la fin du siècle, les régionalismes et micronationalismes sous-étatiques (97). La troisième, l'idéologie nationale typiquement révolutionnaire, aura peu de succès, n'étant accueillie que partiellement, pendant quelque temps, par le libéralisme

(94) J. A. de Zamácola, *Colección de las mejores coplas de seguidillas, tiranas y polos que se han puesto para cantar a la guitarra*, Madrid, 1799-1802, 2 vols.

(95) J. A. de Zamácola, *Historia de las Naciones Bascas de una y otra parte del Pirineo Septentrional y costas del Mar Cantábrico*, Auch, Impr. Viuda de Duprat, 1818, 3 vols.

(96) A savoir : a) conservateurs de la lignée traditionnelle d'ancien régime ; b) réformistes éclairés ; c) révolutionnaires libéraux ; d) néo-conservateurs postrévolutionnaires. En réalité, dans le premier cas, il ne faudrait pas parler d'un "projet", mais plutôt d'une vision statique de la politique. Avant que les révolutions libérales ne remettent en cause la continuité de la politique traditionnelle en tant que norme qui se perpétue par l'inertie de l'habitude, non soumise à discussion- le composant dynamique des représentations collectives ou n'existe pas ou est insignifiant. Il semble donc que le fait de disposer d'un programme d'action orienté vers le futur soit un trait exclusif des idéologies modernes (quel que soit le type de relation que l'on prétend établir entre futur, passé et présent).

(97) Nous partageons l'opinion de Herr quand il affirme que la réapparition des particularismes basque et catalan, fin XIXe, "était le produit de la nouvelle division [il fait référence à l'opposition entre les deux Espagnes : la progressiste-anticléricale et la catholico-conservatrice] plus que celui des souvenirs des anciens motifs de plainte régionaux, éteints au XVIIIe" (R. Herr, op. cit., p. 371-372).

progressiste (une idéologie politique qui ne réussira à gouverner en Espagne qu'en de rares occasions, durant des périodes très courtes). La deuxième, enfin, la vision classique du despotisme éclairé, disparaîtra pratiquement en ce début du XIXe, ses défenseurs approuvant le discours historiciste de la première et quatrième conception, avec lesquelles elle fusionne (98) (jovellanisme), non sans connaître encore une prolongation éphémère *post mortem* dans l'idéologie de certains intellectuels *afrancesados* du premier tiers du XIXe (A. Lista, S. Miñano, J. F. Reinoso, J. de Burgos, J. G. Hermosilla...).

Le mélange de ces quatre modèles de base -si évident chez Capmany, dans sa vision de la nation espagnole où des ingrédients des quatre modèles se fondent (99)- s'explique de différentes façons. Tout d'abord, à l'estime généralisée pour le droit *patrio* des vieux codes et *fueros* espagnols, s'unit la puissante influence intellectuelle de Suárez et autres auteurs de traités de l'école castillane du Siècle d'Or, dont les grands principes doctrinaux constituent, d'une certaine manière, un substrat partagé par tous (la réception des principaux auteurs étrangers se verra souvent déformée par cet horizon explicatif). De plus, les libéraux, soupçonnés de gallophilie, souhaitent se justifier aux yeux de leurs compatriotes en cherchant dans le passé espagnol des exemples de libéralisme étrangers à la Révolution française, ce qui les conduira à la construction mythique d'une soi-disant tradition médiévale espagnole de signe libéral. Les royalistes, qui ne rejettent pas du tout les conceptions contractualistes (bien qu'il s'agisse d'un vieux pactisme aux résonances scolastiques, aux caractéristiques bien distinctes du contractualisme hobbesien, lockien, rousseauiste ou kantien), ne renoncent pas non plus au populisme dont ils peuvent s'abreuver abondamment dans les sources espagnoles citées (Mariana, Zurita, Vitoria, Suárez...), et exaltent la *liberté* et le *peuple* face au despotisme de Napoléon.

Francisco Martínez Marina, l'un des premiers historiens et théoriciens de la pensée politique et du droit constitutionnel espagnol (100), conçoit la nation de manière éclectique, à la fois comme un ensemble d'individus (nation = peuple = population) et comme une mosaïque de provinces. Tous deux -individus et provinces- doivent avoir une "action dans l'exercice de la souveraineté" (101). Marina, à partir de principes en partie médiévalistes, essaya de justifier, par de nombreuses extrapolations conceptuelles, une

(98) A la suite des événements révolutionnaires de France (et, plus tard, de la révolution politique de Cadix), de nombreux réformistes renièrent leurs anciennes positions ; rejoignant les défenseurs de la théorie de la constitution historique qui réclamaient la restauration des lois fondamentales de la Monarchie.

(99) Pierre Vilar écrivit, à juste titre, que Capmany, avec sa "gymnastique mentale" particulière, est capable de "combiner tradition et révolution, provincialisme et unitarisme, propagande enflammée et relativisme propre à l'historien" (P. Vilar, "Patria y nación en el vocabulario de la guerra de la Independencia española", art. cit., p 215).

(100) Voici les titres de ses oeuvres juridico-politiques fondamentales : *Ensayo historico-critico sobre la antigua legislación de los reinos de León y Castilla* (1808) ; *Discurso sobre el origen de la Monarquía y sobre la naturaleza del Gobierno español* (1813) ; *Teoría de las Cortes o grandes Juntas Nacionales* (1813).

(101) F. Martínez Marina, *Teoría de las Cortes*, dans *Obras escogidas*, éd. de J. Martínez Cardos, Biblioteca de Autores Españoles CCXIX, Madrid, Atlas, 1968, II, chap. XXIV, p. 177. Sur l'idée de nation et de représentation nationale chez cet auteur, voir J. Varela Suanzes-Carpegna, *Tradición y Liberalismo en Martínez Marina*, Oviedo, Caja Rural Provincial de Asturias, 1983, p. 67-88.

doctrine *sui generis* de la souveraineté nationale/populaire, à base à la fois individualiste et corporatif/territorial : les *Cortes* de Castille, par exemple, seraient un antécédent des assemblées parlementaires modernes (102). D'un point de vue complémentaire, puisque non concordant, les parlementaires constituants de Cadix veulent à tout prix ramener aux vieilles institutions à représentation d'ordres et aux *fueros* médiévaux, les sources de la légitimité moderne des *Cortes* révolutionnaires et de la Constitution de 1812 (103). Le *Discours Préliminaire* prononcé par Agustín Argüelles en août 1811 pour présenter le projet constitutionnel est tout à fait représentatif des principes qui inspirent cet historicisme libéral qui, sur le plan idéologique, se montre très respectueux des *fueros* basques et navarrais. Le libéral Canga-Argüelles, après avoir loué la bravoure et la vaillance avec laquelle Castillans et Aragonais "défendirent leurs libertés", préconise de lire "avec attention et respect les codes anciens d'Espagne, [et que] renaissent de la poussière de l'oubli les mémorables *fueros* d'Aragon et de Valence, les coutumes dignes d'éloges de Catalogne ainsi que les lois de la fière Cantabrie ; consultons notre histoire, écoutons la belle voix de la patrie, et remplis de l'enthousiasme que goûtent les âmes justes qui savent tirer les leçons de la politique espagnole, suivons le chemin qu'elles nous tracent" (104).

Le poète Manuel José Quintana, enthousiaste en d'autres temps de la Révolution et de la culture française, se consacre, de manière presque obsessive, à un seul thème : l'Espagne. Son dévouement à une tâche de propagande politique systématique, au ton populiste, a un objectif clair : former et mobiliser l'esprit national dans la lutte contre le pouvoir *intrus* de Joseph I Bonaparte. Par, essentiellement, le journalisme -mais aussi par la poésie, le théâtre, les manifestes- il prétend agir sur l'opinion publique naissante pour donner toute la force possible à ce "ressort moral" à faveur de la cause nationale/populaire (105). On sait que le succès de public de cette campagne fut plus que considérable et que plus d'un poème patriotique de Quintana a couru de bouche en bouche. Et donc, cette exaltation de la patrie commune des Espagnols est parfaitement compatible -et même consubstantielle, pourrait-on dire- avec le chant aux héros/martyrs qui, autrefois, défendirent jusqu'à la mort les "libertés" des différents royaumes péninsulaires contre le pouvoir royal : le Castillan Padilla, l'Aragonais Lanuza, le Catalan Claris (106). Plus que de "fonder une patrie" (expression favorite de Quintana) ce dont il s'agit c'est de la *refonder* politiquement sur le legs de cette "constitution traditionnelle" imprécise qui comprend des *fueros* et des privilèges territoriaux. Qui plus est, dans la mesure où l'Aragon et la Catalogne ont perdu leurs "libertés" plus récemment que la Castille (et que subsiste le régime des *fueros* en Navarre et dans les provinces vascongades),

(102) Pérez-Prendes, "Cortes de Castilla y Cortes de Cadiz", *Revista de Estudios Políticos*, n° 126, 1962.

(103) Comme l'a signalé Joaquín Varela (suivant en partie les observations de Maravall), les points de vue de Marina et des partisans de la Constitution espagnole de 1812 s'ouvrent sur deux historicismes distincts et d'une certaine façon contraires. (Varela Suanzes-Carpegna, *Tradición y Liberalismo en Martínez Marina*, p. 84-86).

(104) J. Canga-Argüelles, *Observaciones sobre las Cortes de España y su organización*, 1809.

(105) *Semanario Patriótico*, Prospecto, 1808, vol. I, p. 3. Au sujet de l'opinion publique naissante voir Fernández Sebastián, *La génesis del fuerismo*, p. 109-124. A. Dérozier, *Quintana et la naissance du libéralisme en Espagne*, Paris, 1968, 2 vols.

(106) *Semanario Patriótico*, I, n° 3, p. 49.

le modèle à imiter dans toute l'Espagne serait plus le catalan, l'aragonais, le basque ou le navarrais que le castillan. Le centre de gravité de l'imaginaire de vastes secteurs de l'Espagne patriotique et libérale se déplace décidément vers la périphérie (107).

Quand ce qui est en jeu est la division administrative du territoire, la confrontation se réduit à deux positions fondamentales. Les mentalités baroque et romantique semblent faire cause commune face aux idées innovatrices des éclairés et libéraux. Tandis qu'Andrés Burriel entendait le droit espagnol comme l'expression juridique d'une seule "Nation" qui sous-tend plusieurs "Etats" historiques (la Galice, le Léon, la Castille, l'Aragon ou la Catalogne) intégrés dans la Monarchie (108), León de Arroyal dira en 1789, dans le sillage de Turgot, que la division territoriale doit se faire en accord avec des critères économiques et géographiques, en modifiant substantiellement une carte politique qui, dans ses limites fortuites, reflète seulement les mésaventures belliqueuses d'un passé violent. La prévision doit remplacer le hasard et rechercher l'harmonie entre le tout -l'ensemble de la monarchie / nation- et ses parties -les villes, bourgs ou «républiques»- (109). Dans la lignée du refus absolu de tout "esprit de provincialisme", lors de la réouverture du débat constitutionnel dans la deuxième décennie du XIXe, certains réaffirmeront l'identité nationale de manière exclusive et proposeront la subdivision du territoire sur des bases complètement nouvelles. Plusieurs publicistes préconisent l'oubli total de noms comme *Biscaliens*, *Andalous*, *Castillans*, etc. pour les remplacer par le terme global de *Espagnols* (110).

(107) Les références au partisan des *fueros* Juan de Lanuza, le célèbre *Justicia* ("justicier") d'Aragon décapité par Philippe II en 1591 et à Pau Claris, ecclésiastique et juriste qui se distingua comme leader sécessionniste dans la rébellion des Catalans (1640), sont particulièrement significatives.

(108) Clavero, "Revolucion científica...", art. cit., p. 43-44. Les conservateurs (aussi bien ceux d'inspiration traditionnelle que les postrévolutionnaires ; que, en avançant dans le temps, les nationalismes au territoire inférieur au national-étatique) poseront les choses plutôt à l'inverse, en supposant l'existence d'un *Etat* et de plusieurs *nations*.

(109) L. de Arroyal, *Cartas politico-económicas al conde de Lerena*, éd. de A. Elorza, Madrid, Ciencia Nueva, 1968, Carta IV, 13-VII-1789, p. 196-204. A peine quelques mois plus tard, le Britannique Edmund Burke criait contre la mentalité géométrique et nivélatrice des membres de l'Assemblée française, qu'il qualifiait d'"arpenteurs de l'Etat" à cause des critères adoptés pour la division départementale du pays (*Reflecôtons on the Revolution in France*, 1790 ; je cite l'édition espagnole *Reflexiones sobre la Revolución francesa*, Madrid, Rialp, 1989, p. 189-190). Tocqueville, qui considérait que, sur ce point, la tâche de l'ancien régime avait ouvert le chemin à la Révolution, donnait la réplique à Burke en écrivant que, même si l'Assemblée Constituante avait détruit d'un seul coup les anciennes provinces de France, en réalité elle ne déchirait pas de corps vivants : les députés n'auraient fait que "mettre des cadavres en pieces" (A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, 1856).

(110) Un membre de l'Audience de Valence, en septembre 1809, croit indispensable d'insister sur le fait que "la Nation est une et (...) que seul et unique doit être le nom de ceux qui la composent, à savoir : Espagnol, et que doivent être oubliés les termes de Castillan, Andalou, Galicien, Aragonais, Valencien, Catalan, Navarrais, etc." (M. Artola, *Los orígenes de la España contemporánea*, I, p. 357 n). A Cadix, au cours d'un débat parlementaire sur le décret du 23-V-1812 à propos des *Diputaciones* provinciales, le député Pelegrin expose les mêmes idées. Un journal de Bilbao de l'époque déclare la même chose (*El Bascongado*, (1813-1814). *Primer periodico de Bilbao*, éd. de J. Fernández Sebastián, Bilbao, Ayuntamiento de Bilbao, 1989, n° 6, 19-XII-1813, p. 47). La proposition du Basque V. de Foronda est plus radicale encore, si possible (*Ligeras observaciones sobre el proyecto de la nueva Constitución*, La Corogne, 1811).

A l'opposé, Capmany, ennemi juré du cosmopolitisme (111), parie pour l'enracinement dans le terroir. S'il est vrai que, comme l'a très bien vu Françoise Etievre, "pour lui, il n'existe qu'une patrie : l'Espagne, à laquelle il voue un amour exclusif", il n'en est pas moins vrai que la grande patrie, la "grande Nation" espagnole -copie évidente de l'orgueilleuse expression que la France révolutionnaire avait consacrée- est composée de ces "petites nations" [sic] que sont les provinces/régions. Et au moment le plus critique qu'a constitué pour le pays l'invasion napoléonienne, c'est justement la révolte de celles-ci qui a sauvé la nation toute entière (112). Il souligne, dans ce sens, la différence d'avec ce qui s'est passé en France, qui n'aurait pas su résister à la tyrannie et à l'usurpation de Bonaparte parce que la révolution avait coupé "tous les liens des attachements naturels et sociaux". "En France (...) il n'y a pas de provinces ni de nations ; il n'y a pas de Provence ni de Provençaux ; de Normandie ni de Normands : leurs territoires et même leurs noms ont été effacés de la carte. Comme des brebis qui n'ont pas de nom propre mais la marque commune du maître, [Napoléon] leur a assigné des terrains délimités par des rivages, ou bien des rivières ou des montagnes, avec le nom de départements, en un mot *des enclos*. Là-bas il n'y a pas de patrie destinée aux Français car la terre qui les a vus naître n'a même pas de nom (...). Tous, dans le tas, s'appellent des Français comme on dirait des moutons sous la matraque du grand maître impérial" (113).

Les raisons de Capmany montrent que l'esprit de clocher et la conscience d'identité nationale ne sont pas forcément des sentiments incompatibles. Au contraire, les deux attachements paraissent souvent tout à fait complémentaires : l'esprit local et la réaction nationale contre l'influence culturelle et politique de la France se donnent la main dans l'Espagne de fin XVIIIe-début XIXe (comme en Suisse et en Allemagne un siècle auparavant

(111) Dans son *Informe presentado a la Comisión de Cortes* (Séville, 17-X-1809) Antonio Capmany se déclare défavorable au cosmopolitisme des philosophes qui "n'ont pas de patrie (comme cela s'est dit, non sans raison, des commerçants)" (paru dans Artola, *Los orígenes de la España Contemporánea*, II, p. 509-528, p. 523).

(112) *Centinela contra franceses*, p. 125. En des termes très proches de ceux de Capmany, Marx expose l'idée que la nation espagnole, que Napoléon considérait comme un corps inerte et condamné, a réussi à secouer son joug impérial grâce à la vitalité de ses provinces (*vide infra*, n. 123). Nous trouvons une réflexion très similaire à celle que fait ici Capmany dans un manuscrit de Joseph de Maistre daté de 1794-1796 à Lausanne : chaque nation a une "âme générale" distinctive (qui lui est donnée surtout par la langue) et qu'elle doit garder même si les événements politiques l'ont mise en contact avec d'autres peuples. Si la Vendée a été capable de faire face avec autant de force à la Révolution c'est parce que cette nation/région a refusé de se mêler à ses voisins et qu'elle a su sauvegarder son caractère propre. Le "miracle de la Vendée" se trouve, donc, dans le fait que les gens de ce territoire ont réussi à se maintenir, au milieu de la France, comme une "véritable unité morale" : "la Vendée -affirme littéralement Maistre- est une nation" (*Étude sur la souveraineté*, chap. IV : "Des souverainetés particulières et des nations", dans *Oeuvres inédites (Mélanges)*, éd. du comte Charles de Maistre, Paris, Vatou Frères, 1870, p. 193 et 195).

(113) *Centinela contra franceses*, p. 124 ; quelques pages auparavant remarques aux Espagnols que Bonaparte aurait probablement aimé faire la même chose avec l'Espagne, la divisant en départements, districts, préfectures, "ôtant le nom et l'existence politique à vos provinces et peut-être le nom même d'Espagne, imposant celui d'Ibérie ou d'Hespérie, selon la manie pédante de ses transformations, pour qu'ainsi nos petits-enfants ne se souviennent plus de quel pays ont été leurs grands-parents". Cette mentalité géométrique qui faisait horreur à Burke, est également rejetée par B. Constant en 1814 dans des termes semblables à ceux de Capmany (*De l'esprit de conquête et de l'usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*, chap. XIII).

(114)). On a souvent souligné que dans les moments de grave difficulté pour la cohabitation ou de rupture de l'Etat, la société espagnole revient vers une sorte de "dévertébration" intrinsèque à notre Péninsule. Cette tendance centrifuge dominante prendrait corps institutionnellement dans la formation plus ou moins spontanée dans ce cas d'assemblées locales et provinciales. On a moins souligné que ce fameux "fédéralisme instinctif des Espagnes" (c'est ainsi que l'a nommé Menéndez y Pelayo) est normalement suivi peu après d'une nouvelle soudure des parties qui avaient été un moment séparées, pour retrouver, avec plus de force encore s'il se peut, l'unité perdue (c'est la même situation que pendant la guerre d'Indépendance : très vite les assemblées provinciales formées pour lutter contre le "pouvoir intrus" s'organisent entre elles pour faire place à la *Junte Centrale* (115)). Comme le suggère M. Artola, la bataille de Bailén (où l'armée impériale de Dupont fut battue et dut capituler devant les troupes espagnoles envoyées par Castaños (116)) est en quelque sorte l'équivalent ibérique de la victoire française de Valmy : "en 1808, ajoute Artola- le pays trouva l'occasion d'étreindre une conscience nationale que les Bourbons et les Lumières avaient forgée tout au long d'un siècle de patiente labeur politique" (117).

Pour terminer, j'aimerais insister, au-delà de la pluralité d'idées et de conceptions théoriques en lice, sur la progression spectaculaire de la conscience et du sentiment de nation au XVIIIe. Si au début de mon intervention je centrerais le débat au milieu du siècle, maintenant j'aimerais vous proposer une comparaison aussi simple que révélatrice entre les deux moments extrêmes : le début et la fin du XVIIIe. Ce siècle s'ouvre et se referme en Espagne dans le fracas des canons et le craquement des imprimeries produits par les deux conflits belliqueux où se livre une bataille féroce pour l'opinion : la guerre de Succession (1700-1714) et la guerre d'Indépendance (1808-1814) (cette dernière étant précédée de la guerre contre la République française, 1793-1794, qui suppose, sur beaucoup de points, une anticipation sur celle-là, et durant laquelle, d'ailleurs, les propagandistes français de la Convention essayèrent d'encourager, sans succès, les sentiments séparatistes en Catalogne et au Pays basque). Le meilleur test qui mesurerait la profondeur des transformations idéologiques et sémantiques dans le sujet qui nous occupe serait de confronter les deux concepts de nation tels qu'ils se manifestent dans les nombreuses brochures polémiques créées à la faveur de la guerre à l'un ou l'autre moment historique (118). Eh bien, comme on pouvait

(114) F. Chabod, *L'idea di nazione*, Bari, Laterza, 1961 (je cite la version en espagnol : *La idea de nacion*, México, FCE, 1987, p. 30 et sv., poursuivant le travail de C. Antoni, *La lotta contro la ragione*, Florence, Sansoni, 1942).

(115) Artola a démontré que "en 1808 c'est la nation espagnole qui se soulève contre l'envahisseur et non les royaumes historiques, bien que l'apparence des *Juntas* ait induit si souvent en erreur". Et ce soulèvement est capable de créer "un pouvoir national, en partant de rien et en un peu plus de trois mois" (M. Artola, *Los origenes de la España contemporánea*, I, p. 187).

(116) La défaite d'une armée napoléonienne à champ ouvert se produisit pour la première fois à Bailén (20-VII-1808), qui, outre les effets moraux, eut des conséquences politiques spectaculaires : retraite de Madrid du roi José, repli des troupes françaises sur la ligne de l'Ebre et capitulation à Cintra du général Junot, qui s'était retrouvé isolé au Portugal.

(117) M. Artola, *La España de Fernando VII*, t. XXVI de l'*Historia de España* de Menéndez Pidal, Madrid, Espasa-Calpe, 1968, p. 388.

(118) Pour cela nous disposons de deux oeuvres qui, bien que de facture différente, sont

l'espérer, le résultat de la comparaison -même sommaire- donne des résultats spectaculaires. Au début du siècle, la nation à laquelle font allusion les pamphlets qui essaient de gagner l'opinion pour l'un ou l'autre parti (celui du prince Philippe d'Anjou ou celui de l'Archiduc Charles de Habsbourg) apparaît estompée derrière des références physico-géographiques aux richesses naturelles d'Espagne et à la fertilité de son territoire (thème traditionnel du *Laus Hispaniae*, dont les origines les plus lointaines remontent à San Isidoro, et qui est aussi présent dans la guerre d'Indépendance), ou est identifiée avant tout aux intérêts des monarques et au thème obsédant de la décadence de la monarchie catholique dans le concert international (119). En revanche, la presse et les brochures de 1808, de toute orientation politique, ne manquent jamais de souligner l'idée de nation dans chacune de leurs versions. Même les *afrancesados* Joséphins, collaborationnistes du pouvoir "intrus", essaient de présenter leurs positions politiques comme patriotiques, en accord avec les véritables intérêts nationaux. Pas de doute, donc, qu'entre l'un et l'autre moment, la mentalité populaire s'est transformée considérablement sur ce point ; les acteurs et propagandistes politiques mettent toute leur emphase dans un nouveau type de communauté politique : la nation.

S'il est vrai qu'en 1700 on trouve aussi des témoignages d'une certaine vision globale de l'Espagne (120), ni du point de vue quantitatif ni du point de vue qualitatif, ce n'est comparable avec l'espagnolisme débordant des textes de 1808. Le grand-père de Antonio de Capmany, qui appuya, armes à la main, la candidature de l'Archiduc au trône d'Espagne, à Gérone, aurait été, malgré sa francophobie, fortement surpris des expressions débordantes d'enthousiasme et de passion nationaliste que son petit-fils versait cent ans plus tard dans la fameuse brochure *Centinela contra franceses* (Sentinelle contre des Français). L'équilibre entre les trois éléments de la devise traditionnelle -la religion, le roi, la patrie-, à l'appel de laquelle historiquement se sont livrés en Espagne tant de combats, a basculé

centrées sur l'analyse d'une partie de la production idéologico-politique autour de chacun de ces conflits : M. T. Pérez Picazo, *La publicística española en la Guerra de Sucesión*, Madrid, C.S.I.C., 1966, 2 vols. ; I, p. 175 et sv. ; M. Artola, *Los orígenes de la España contemporánea*, Madrid, IEP, 1959, 2 vols. ; I, p. 186, sv. et *passim* ; P. Vilar a analysé du point de vue lexicographique le corpus des réponses à l'enquête de la *Junta Suprema* sur la convocation de *Cortes*, publié par Artola (*Hidalgos, amotinados y guerrilleros*, op. cit., p. 238 et sv.). L'analyse révèle que le terme *patrie* est d'un usage plus fréquent et spontané dans les documents à caractère plus populaire et moins savant que le terme *nation*, bien que ce soit ce mot-ci - préféré par les libéraux, pour sa signification plus proprement politique- qui prédomine statistiquement, en termes absolus, dans les sources examinées. Pour une analyse de la polémique espagnole de la guerre contre la Convention, voir J.-R. Aymes, *La guerra de España contra la Revolución francesa (1793-1795)*, Alicante, Instituto Juan Gil-Albert, 1991, p. 413 et sv. (Le même auteur publia il y a plusieurs années une synthèse aussi brève qu'intéressante sur *La guerra de la Independencia en España (1808-1814)*, Madrid, Siglo XXI, 1983).

(119) On trouve, bien sûr, quelques références à l'unité de l'Espagne et des Espagnols - également dans le camp "catalan" qui soutient l'Archiduc-, mais ces manifestations sont incomparablement moins fréquentes qu'un siècle plus tard.

(120) R. García Cárcel dans son Introduction sur "El concepto de España en el siglo XVIII" au *Manual de Historia de España. Siglo XVIII*, de R. Fernández, Madrid, Historia 16, 1993, p. 10, 11 et 36, citant la thèse doctorale de Joaquín Albareda (*Els inicis de la guerra de successió a Catalunya (1700-1705)*, UAB, 1990), souligne que le mouvement antibourbonien et antifrançais de 1705 en Catalogne ni n'était essentiellement anticastillan ni ne manquait d'une perspective et d'un projet d'ensemble pour toute l'Espagne.

manifestement vers le dernier terme. (Le poids plus grand donné à la patrie/nation à l'heure de la mobilisation ne suppose cependant qu'une perte relative pour les autres éléments, puisque les trois sont étroitement reliés et se renforcent mutuellement). Quand la lutte entre *austracistas* et bourbonistes est conduite au terrain de la loyauté, les accusations de rébellion et de trahison se réfèrent toujours au roi et à la volonté royale (121). Un siècle plus tard, les attaques pour perfidie adressées à Godoy ou aux *afrancesados*, lancent contre les transgresseurs l'accusation ignominieuse de *trahison à la patrie*. Et ceci ne vaut pas que pour les libéraux ; même quelques milieux royalistes semblent approuver que, dans le cas précis où le monarque légitime est "captif" (Ferdinand VII), et que la nation a adopté transitoirement la souveraineté, le délit suprême n'est plus tant celui de lèse-majesté que celui de lèse-nation ou de lèse-patrie. (Naturellement, les uns et les autres - libéraux et royalistes- ne parlent pas encore de la même chose quand ils utilisent les mêmes mots. Pour le souligner, quelques libéraux parleront aux Cortes du délit de lèse-nation ou "lèse-constitution").

En bref, la nation des Espagnols de 1700 (je désigne, bien sûr, l'idée de nation comme représentation collective) a peu à voir avec celle de leurs descendants de 1800. Si, pendant un laps de temps historique assez long, la Monarchie d'Espagne avait jeté les bases pour que la conscience d'appartenance à une entreprise nationale commune naisse lentement parmi la population, en 1808 le protagonisme direct pris par le peuple espagnol dans des circonstances exceptionnelles mettra assurément en évidence que cette conscience nationale est dès lors suffisamment forte et mûre pour pouvoir affronter la mise sur pied d'un pouvoir alternatif et bâtir ainsi un nouvel Etat (comme se chargeront de le souligner les patriotes, l'insurrection a placé la souveraineté entre les mains du peuple : la nation "a tout fait toute seule et sans l'aide de personne" (122), et elle mérite d'être récompensée). Dans un article journalistique du milieu du XIXe, Karl Marx, après avoir analysé les origines historiques du processus imparfait de centralisation/modernisation en Espagne, considère la monarchie absolue espagnole de la fin du XVIIIe d'une espèce très distincte de celle de ses homologues européens, puisque, pour diverses raisons (configuration physiogéographique du pays, diversité des royaumes chrétiens médiévaux, système imparfait de communications, trafic intérieur insuffisant) elle n'a pas obtenu un degré suffisant d'intégration des "petites entités indépendantes" qui confluèrent dans sa constitution, de manière que la veille de l'invasion napoléonienne, l'Espagne était encore "un assemblage de républiques mal gouvernées avec un souverain nominal à sa tête". Cependant, l'empereur -poursuit Marx- se trompait sur un point fondamental : l'Etat espagnol était certainement mort, mais "la société espagnole était pleine de vie et chacune de ses parties débordait de capacité à la résistance" (123). La nation espagnole ressuscita alors l'Etat espagnol qui était inerte. Le peuple prit en mains les destins collectifs et, avec le soulèvement patriotique, il a été capable de mettre sur pied une structure étatique précaire, alternative à l'administration de Joseph Bonaparte (tandis

(121) Pérez Picazo, op. cit., I, p. 249-251.

(122) Dérozier, *Quintana*, p. 389.

(123) K. Marx, "Revolutionary Spain", article publié dans le *New York Daily Tribune*, le 9-IX-1854 (je cite la version espagnole de M. Sacristán, *Revolución en España*, Barcelone, Ariel, 1970, 3e éd., p. 69-77).

que le secteur le plus dynamique de la société initiait un processus révolutionnaire). De là son caractère exemplaire aux yeux des autres nations européennes : "Vous -dira Capmany gonflé d'orgueil patriotique- vous avez montré au monde que le peuple est la nation, car tout provient de sa masse : le prêtre, le magistrat, le guerrier et même la sagesse" (124). Pour Capmany la force émotionnelle du "patriotisme instinctif" se fait sentir avec beaucoup plus de force chez le petit peuple illettré, attaché au terroir (c'est aussi ce secteur social qui conserve le mieux le caractère national), que chez les "gens cultivés et lettrés", pour la plupart *afrancesados* (125).

On ne doit pas croire, toutefois, que ce "patriotisme populaire" surgit en 1808 comme par enchantement. Nombreux sont les témoignages - nationaux et étrangers- qui montrent qu'un certain type d'orgueil, -patriotisme fier et mal compris- était un sentiment depuis longtemps très répandu dans les classes populaires (bien que l'irruption des troupes impériales dans la Péninsule exacerbe ce sentiment jusqu'à l'extrême (126)). D'après le rédacteur de *El Censor* (1787) "le patriotisme ou amour de la patrie est (...), parmi toutes les vertus, la plus commune et la plus pratiquée sur notre Péninsule" (127), même si, dans la suite de son discours critique, Cañuelo montre bien clairement que cette forme d'autocomplaisance collective conduit les gens au conformisme et qu'il s'agit de tout sauf d'une vertu civique. L'autre côté, brutal et manipulable, de ce nationalisme immédiat est la xénophobie, formidable ressort pour mettre les masses urbaines en action. Cela avait déjà été mis en évidence dans les rues de Madrid lors de l'émeute d'Esquilache (1766) ; cela se reproduira à nouveau quelques années plus tard lors de la journée héroïque et sanglante du soulèvement du 2 mai 1808.

Au cours du premier tiers du XVIIIe, B. J. Feijoo mettait en garde contre "l'idole" de la "passion nationale", cette "dêité imaginaire" pour laquelle tant de victimes s'étaient sacrifiées dans le passé, et, sans manquer de condamner les excès de l'amour pour la patrie générale, il mettait en garde notamment contre les débordements de la passion pour la petite patrie particulière (128). Quelques décennies plus tard, dans le même esprit, des auteurs comme Cadalso ou l'apologiste Forner rejettent les excès de l'*amour national* aveugle entendu comme "aversion contre toutes les nations qui ne soient pas la sienne propre" (129). Capmany, en revanche, n'hésite pas à exalter et épuiser jusqu'au délire cette passion nationale. Comme s'il voulait répondre à Feijoo, l'érudit catalan considère que la patrie (qu'il compare sous cet aspect avec la religion) est une "idole" [sic] nécessaire et que tant

(124) *Centinela contra franceses*, p. 133.

(125) J. Alvarez Junco, "Capmany y su informe sobre la necesidad de una constitución (1809)", *Cuadernos Hispanoamericanos*, n° 70, 1967, p. 545-546.

(126) Selon Godechot, ce "grand élan patriotique" donne un ton particulier à la guerre d'Indépendance espagnole vis-à-vis des autres mouvements contre-révolutionnaires de l'époque, avec lesquels il la compare (J. Godechot, "Caractères généraux des soulèvements contrerévolutionnaires en Europe à la fin du XVIIIème siècle et au début du XIXème siècle", dans *Estudios de la Guerra de la Independencia*, Saragosse, Diputación provincial, 1982, t. II, p. 22).

(127) Discurso CLX, du 5-VII-1787, p. 553. Il ne manque pas non plus de textes qui, reflétant un côté de la réalité bien différent, insistent sur la fréquence des plaintes et des lamentations sur l'état décadent de l'Espagne (Cadalso, *Cartas marruecas*, LVI).

(128) Feijoo, *Teatro Critico universal*, op. cit., p. 45 et sv. .

(129) Cadalso, *Cartas marruecas*, XLIV ; J.P. Forner, *Discurso sobre el mode de excribir y mmejorar la Historia de España*, ed. de François López, Barcelona, Labor, 1973, p. 175.

l'attachement au terroir que l'affection pour la nation sont deux excellents sentiments qui se renforcent mutuellement (130). Mais Capmany va plus loin : contrairement à Cadalso ou Forner, pleinement conscient que rien n'excite plus l'amour de la patrie que la haine que l'on voue à un bon ennemi, il en arrive à considérer comme inévitable et fonctionnelle une certaine "haine entre les nations". En ce faisant, porté par le dramatisme de la guerre antinapoléonienne, il reconnaît implicitement le caractère pervers de tout nationalisme, dans la mesure où l'affirmation du *nous* se fait toujours aux dépens du rejet d'un *eux* formé par les autres, surtout par les plus proches ; mais, en même temps, il justifie sa propre pratique : non sans raison le pamphlet où il défend avec tant d'énergie ces positions s'intitule *Centinela contra franceses* (Sentinelle contre des Français). Ce titre nous épargne bien des explications en montrant sans ambages quelque chose que nous savions déjà : la conscience espagnole qui s'est constituée petit à petit au cours de l'Age Moderne puis s'est renforcée de façon spectaculaire au siècle des Lumières, atteint son apogée lors de ce turbulent début du XIXe, luttant avec acharnement -avec les armes et la plume- contre nos voisins situés au-delà des Pyrénées.

(130) *Centinela contra franceses*, p. 116-117 y 124-125.